

JEUNE
REVOLUTIONNAIRE.

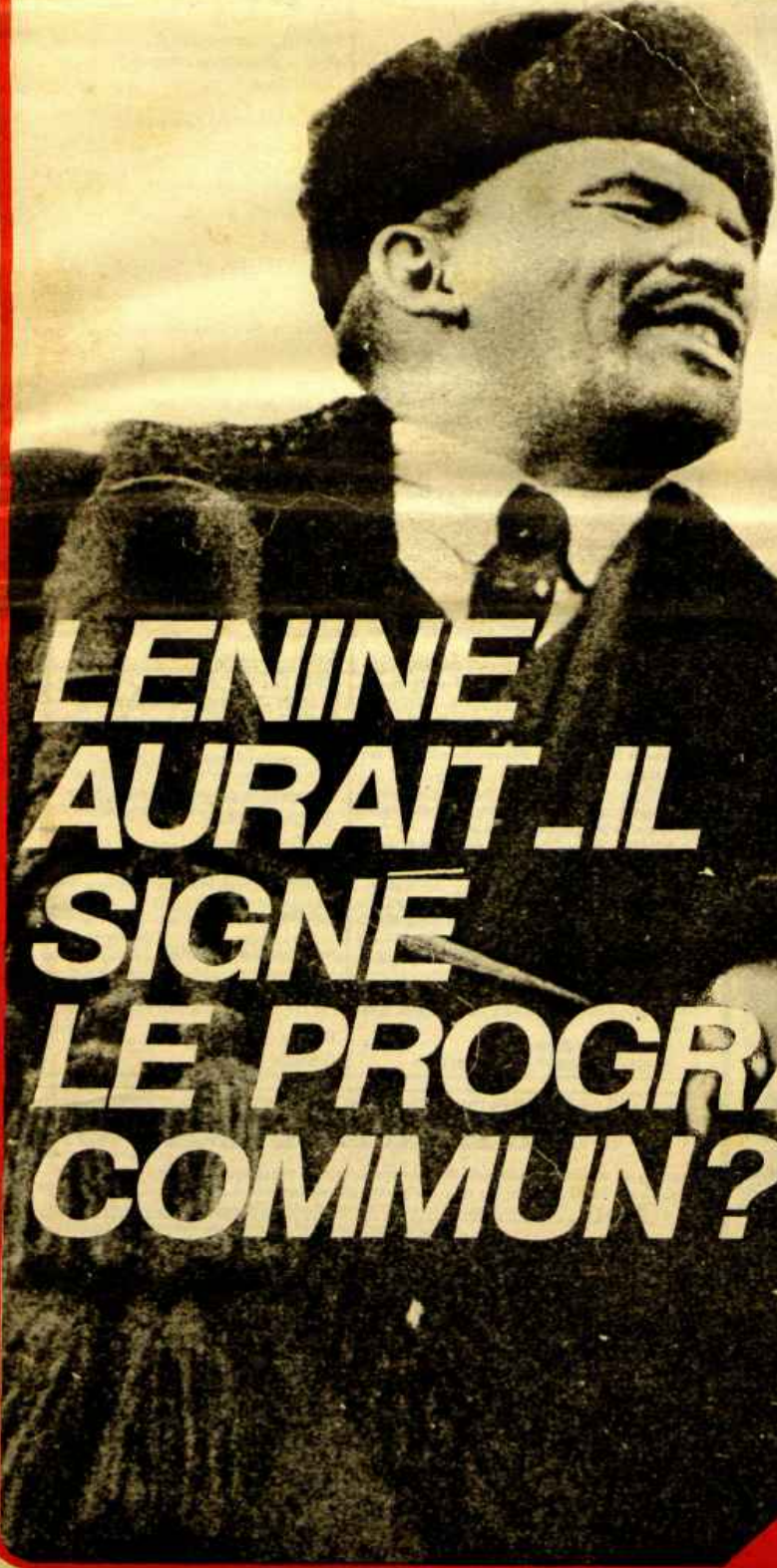
Organe mensuel de
l'Alliance des Jeunes
pour le Socialisme

JR³³

JEUDI 16 NOVEMBRE 1972 - PRIX 2 F

Speller contre Kaspereit - Les résidents s'organisent à l'ANJR - 10 décembre : Mutualité - Où en est l'UNEF ? - Jean-Jacques Marie répond aux critiques - Lycées : Que cherche Michel Debré ? - Galanskov : mort dans un camp - Tramoni libéré - Mais qu'est-ce que la CFDT ! - Cinéma : Le Parrain, Le Charme Discret, etc. - Munich : interview d'un médaillé d'argent - Vietnam : A bas Nixon.

"La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne." K. Liebknecht



**programme
commun
de
gouvernement**

du parti communiste et
du parti socialiste
introduction de georges marchais

**LENINE
AURAIT-IL
SIGNÉ
LE PROGRAMME
COMMUN ?**

**CHILI : L'ARMEE
AU
GOUVERNEMENT**

CONTRE L'IMPÉRIALISME CONTRE LE STALINISME, RASSEMBLEMENT AVEC L'AJ'S, MUTUALITÉ DIMANCHE 10 DÉCEMBRE A 20 H.

PROMOTION IGNACE REISS



Jeunes travailleurs, lycéens, résidents de FJT, étudiants, élèves de CET AVEC L'ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME :

- Contre l'impérialisme,
- Contre le Stalinisme,
- Pour la victoire de la révolution socialiste mondiale,
- Pour l'internationale révolutionnaire de la Jeunesse,
- Pour les Etats Unis socialistes d'Europe,
- Pour le gouvernement Ouvrier et Paysan ;

PROMOTION IGNACE REISS.

Jeunes travailleurs, résidents des FJT, étudiants, lycéens, élèves de CET. Le Comité National de l'AJ'S lance une campagne d'adhésion à notre organisation promotion « Ignace Reiss ».

Ignace Reiss vieux bolchevique, compagnon de Lénine, n'est pas un héros : simplement un militant qui combattit toute sa vie pour le Socialisme, sa victoire.

Nous publions ici sa dernière lettre : quelques jours après avoir écrit cette lettre Ignace Reiss était assassiné par les agents de Staline.

Nous continuons son combat.

Nous sommes fiers d'être de ceux-là.

Nous voulons bâtir un autre monde, chasser à tout jamais les guerres et les violences, la barbarie capitaliste, l'oppression bureaucratique.

Aujourd'hui, la révolution en France et à l'échelle internationale est à l'ordre du jour.

Avec l'AJ'S organisons-nous pour préparer la victoire.

(Voir page 18 la lettre d'Ignace REISS au Comité central du Parti Communiste de l'Union Soviétique).

DÉCLARATION D'ELSA PORETSKI AUX JOURNÉES D'ÉTUDE DES 28 ET 29 OCTOBRE

J'étais bouleversée hier, quand Pierre Broué nous a parlé de Pierre Iakir. J'ai bien connu son père, je savais ce que cela voulait dire quand Staline l'a fait assassiner. Ludwig n'était encore qu'un jeune homme quand, pendant la Première Guerre mondiale il est devenu militant socialiste. Il a été l'un des premiers communistes en Pologne, il a servi au Komintern dans l'appareil illégal menant le dur combat d'un révolutionnaire professionnel, notamment en Allemagne, en 1923, où il assurait la protection des délégués du parti russe venus clandestinement. Ensuite, et pour échapper à l'atmosphère irrespirable des luttes fractionnelles, il a demandé à servir dans l'Armée rouge, dans les renseignements militaires, un travail dans lequel il mettait toute sa conscience de militant et toute sa foi de communiste.

Il était en mission à l'étranger quand Trotsky a été exclu, puis exilé. Il a ressenti douloureusement cette nouvelle, et compris dès ce moment que Staline était le fossoyeur de la révolution. Il a continué à servir l'Union Soviétique à son poste. En 1928, il a été décoré de l'ordre du Drapeau Rouge, la plus haute décoration. Il ne la portait que le premier mai. Un de nos amis lui a dit : c'est parce que tu as un petit truc rouge qu'ils te tuent un jour. Ludwig disait : « Il n'y a

plus de Parti, c'est fini ». Après le premier procès de Moscou, quand par ses fonctions mêmes il a appris que Staline se préparait à liquider toute la génération des vieux bolcheviques, à étrangler la révolution espagnole, à assassiner ses militants, Ludwig le compagnon de ma vie, a pris une décision : celle de prévenir Trotsky et les militants menacés de rompre avec le stalinisme, de tout recommencer en luttant pour construire, la IVe Internationale. Il me l'a dit, je l'ai approuvé. Il m'a demandé si j'acceptais les conséquences de sa décision qu'il prenait en toute conscience. Je lui ai répondu que j'acceptais, moi aussi, en toute conscience, sa décision avec ses conséquences.

Quelques semaines après, Ludwig était assassiné, on retrouvait son corps criblé de balles, dans un chemin de campagne.

Camarades, j'ai demandé à Pierre Broué de lire ma déclaration, vous devez m'excuser. Il ne me serait pas possible de parler. J'ai vécu ces années terribles. Mais je voulais vous dire que j'étais avec vous, avec Iakir, avec Grigorenko, avec tous les emprisonnés de Moscou et de Prague dans le combat que Ludwig a payé de sa vie comme tant d'autres. Et c'est pourquoi j'ai demandé que soit lue ici la lettre de Ludwig, sa dernière lettre, celle qui lui a coûté la vie mais par laquelle il est toujours des nôtres avec nous ici.

LA BATAILLE POUR JR



« Le CN affirme que la clé du déploiement de l'AJ'S tient, plus que jamais aujourd'hui, à la place de son journal « Jeune Révolutionnaire ».

Selon que nous saurons ou non faire de « JR » l'instrument d'agitation, de regroupement, de combat politique dans les amphithéâtres, les quartiers, les marchés, nous parviendrons à associer à l'activité de l'AJ'S des milliers d'étudiants, de jeunes travailleurs, de lycéens.

« Jeune Révolutionnaire » à l'ordre du jour, pour son contenu, sa diffusion, ses objectifs, chaque semaine, dans tous les cercles !

« Jeune Révolutionnaire » comme drapeau, partout où nous rassemblons les jeunes contre la bourgeoisie, le stalinisme, le gauchisme !

« Jeune Révolutionnaire » présent dans les délégations syndicales, les discussions, les réunions, les meetings !

Le CN appelle les militants à tout faire pour atteindre les objectifs du « JR » 32, à préparer par la mobilisation de toute l'AJ'S la diffusion de « JR » 33 dès sa sortie. »

C'est en ces termes que la résolution du comité national précise les tâches des cercles et des fédérations pour gagner la bataille de « JR ».

Le développement de notre organisation passe maintenant par une diffusion systématique, intensive de notre journal.

L'amélioration du journal est liée aux ventes.

Dans chaque cercle, il faut mettre sur pied des points de vente « JR » permanents, en direction des HLM, des FJT, des lycées, des Facultés, des cinémas, des bals.

Nous devons diffuser « JR » sur tous les regroupements de jeunes avec audace, toujours plus d'audace.

Telles sont nos tâches.
Au travail pour gagner la bataille de « JR ».

SOMMAIRE

Promotion Ignace Reiss	2
Editorial : Lénine aurait-il signé le programme commun ?	3
Charles Berg.	
10 millions contre Kaspereit	4
Bertrand Duroy	
Cathou, Kaspereit : ils ne nous feront pas taire	
Michel Lajou	
ANJR : Les jeunes résidents s'organisent	5-8
Comité de rédaction	
Sur quelques leçons données	9
Julien Michel	
Le combat de l'AER	
Ces messieurs de la MNEF	10-17
D. Shapira	
Interview au BN de l'UNEF	11
Comité de rédaction	
Debré la mort	13
Daniel Jean	
Mais qu'est-ce que la CFDT ?	14-15
Josette Logereau	
Europe de l'Est : Vive la révolution politique	16-17
Comité de rédaction	
A propos des « lettres françaises »	17
Jean-Jacques Marie	
=Réponses à quelques lettres	18
Jean-Jacques Marie	
Chili	19
F. Tronchet	
Viet-Nam	20-21
Interview d'un Médaillé olympique	22
Comité de rédaction	
Cinéma	23
E. Saméo	

J'ADHERE A L'A.J.S.

Nom.....
Prénom.....
Age.....
Adresse.....
Profession.....

à retourner à l'AJ'S, 87, Fg St-Denis, Paris-10e

UNB
Biblioteca de Comunicaçao
i Hemeroteca General
CEDOC

par Charles BERG secrétaire national de l'A.J.S.

LÉNINE AURAIT-IL SIGNÉ LE PROGRAMME COMMUN?

● Blocage des salaires, hausse des prix toujours plus grande par l'inflation, société de police et d'interdiction, journées de travail épuisantes, chômage en forte hausse dans la jeunesse.

Le gouvernement Pompidou-Messmer tente malgré tout d'appliquer contre la classe ouvrière le plan gaulliste de la « police des salaires » : les salaires augmentent en fonction de la productivité, les prix, eux, continuant à grimper en flèche.

« Cela ne peut plus durer ». C'est par cette phrase que Georges Marchais, Secrétaire National adjoint du PCF, présente en préface le Programme Commun de gouvernement signé par le PCF, le PS et les Radicaux de « gauche ». C'est vrai, cela ne peut plus durer.

Pour les travailleurs et leur famille, pour les enseignants et leurs enfants, pour les petites gens des villes et des campagnes, cela ne peut plus durer.

Des millions de travailleurs font leur cette formule.

Pour la jeunesse des usines, des FJT, des lycées et des facultés, c'est le même sentiment, avec plus de hargne encore.

● En « haut », dans les cercles du pouvoir, dans les conseils d'administration, dans les ministères, les scandales, le faste et le luxe, l'injustice, le mensonge, les promesses sans lendemain ; en « bas » des jeunes sans qualification, des titulaires de diplôme sans travail correspondant, des étudiants sans avenir, des lycéens menacés par la suppression des sursis, des foyers-casernes, l'angoisse, l'ennui. Une « prime à la mobilité » vient d'être décidée pour les jeunes travailleurs par M. Edgar Faure : les voyages forment la jeunesse...

Il est inutile d'aller plus loin dans la description de la politique gouvernementale. La crise politique est ressentie dans toutes les couches de la société.

Le régime, l'Etat se désagrègent. Les partis bourgeois - y compris les radicaux de « gauche » - sont divisés sur les moyens mais d'accord sur l'objectif : à tout prix sauver le régime du profit, de la propriété privée des moyens de production, faire payer aux pauvres la faillite des riches.

● Cette situation porte un nom : c'est la révolution.

Nous sommes en France à la veille d'une situation révolutionnaire.

Apparemment, il se passe peu de choses.

En fait, pour des millions de travailleurs, de jeunes, de militants, engagés dans l'action, c'est la veille d'armes.

Demain, la classe ouvrière va se déployer, faire parler haut et clair la lutte des classes, poser par l'action directe et sur le terrain électoral la question du pouvoir.

Il faut battre la bourgeoisie sur le terrain de l'action comme sur celui des élections !

C'est à partir de cette situation qu'il faut analyser le programme commun.

Les dirigeants du PC et du PS, partis ouvriers, ont donc signé avec les vieux routiers bourgeois d'une fraction du parti radical un accord de gouvernement. « La France est un pays hautement développé au point de vue économique et technique. Ses ouvriers, ses paysans, ses intellectuels, produisent d'immenses richesses. Ce qu'il y a d'anormal et ce qu'il faut changer, c'est que ces richesses, au lieu de profiter au plus grand nombre, s'accumulent entre les mains d'une poignée de féodalités industrielles et financières. Plus encore : toute la politique économique du pays, le développement industriel, l'orientation de l'agriculture, l'aménagement du territoire, la fiscalité - tout est subordonné par le pouvoir actuel à la loi du profit privé des monopoles ».

Georges MARCHAIS

Préface au Programme commun

● Apparemment, nous ne pouvons qu'être d'accord avec cette analyse. Pour que les travailleurs bénéficient de leur travail, pour que la société soit débarrassée du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est au système du profit, à l'Etat, qu'il faut s'en prendre.

Ce sont les grands capitalistes qu'il faut exproprié. Quelques dizaines de groupes financiers commandent à une armée de travailleurs et de jeunes. Il faut les exproprié, sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations.

Regardons encore du côté du Programme commun.

« Nous avons un sens élevé de l'Etat et le Programme commun n'est pas démagogie. » écrit Georges Marchais.

C'est le moins qu'on puisse dire.

Les rédacteurs s'engagent à nationaliser quelques groupes en les indemnisant « équitablement ». On cherche vainement sur la liste des nationalisations Simca, Michelin, Peugeot, Citroën, Ford, Hachette, etc.

Ceci établi, la question centrale reste posée : Qui dirigera la Société ? Au compte de Qui ? Le « sens élevé de l'Etat » signifie-t-il que tout restera comme auparavant, que les dirigeants du PC, du PS, « occuperont » l'Etat sans le détruire, sans s'engager résolument dans la voie du changement ?

● Regardons ce qui se passe au Chili. Le gouvernement d'Unité Populaire est venu au pouvoir porté par les masses. Pour avoir refusé de satisfaire les revendications fondamentales des travailleurs et des petits paysans, pour avoir géré l'appareil d'Etat, pour avoir laissé intactes armée, police, magistrature, c'est maintenant Allende qui appelle le général Prats au gouvernement comme ministre de l'Intérieur. Mieux : le général Prats sera président par interim lorsqu'Allende sera à l'étranger !

Les dirigeants du PC déclarent du général Prats que c'est un « officier loyal ». C'est vrai.

Il a gravi les échelons de la hiérarchie militaire en accomplissant sous les précédents gouvernements, « loyalement », une politique anti-ouvrière de répression. Il a participé aux nombreuses violations des libertés ouvrières et démocratiques, aux situations d'Etat de siège, loyalement...

Le général Prats est loyal, loyal à sa classe : la bourgeoisie.

On mesure quel danger cette politique fait courir aux travailleurs.

Le Programme commun a l'avantage d'exposer clairement cette politique : l'article 16 sera abrogé, mais la constitution gaulliste anti-ouvrière et bonapartiste maintenue.

● Le point essentiel de tout programme qui prétend correspondre aux intérêts des travailleurs et des masses exploitées est celui qui concerne la nature du pouvoir politique : telle ou telle nationalisation ne reçoit son contenu véritable qu'en fonction de la nature du pouvoir politique. Pour les rédacteurs du Programme commun, il n'est pas question de détruire l'Etat bourgeois, l'armée, la police, la justice, l'administration, resteront en place comme instruments de domination de la bourgeoisie.

Mais alors, Lénine aurait-il signé le Programme commun ? Laissons-le répondre personnellement à cette question : « La tâche majeure du gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à transférer sur les épaules des riches le principal fardeau des impôts, à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire ».

Novembre 1922. Thèse sur la tactique. IV^e Congrès de la III^e Internationale.

Pour nous, jeunes révolutionnaires, les choses sont claires. Quelles que soient les intentions des rédacteurs du Programme, ce dernier ne répond en aucun cas aux problèmes de l'heure.

● Les vieux politiciens corrompus que sont les Maurice Faure, les Billères, les Fabre, ne s'y sont pas trompés. En signant ce programme, ils n'abdiquent rien de leur politique, de leur attachement à l'Etat bourgeois.

Au contraire, c'est pour eux le meilleur moyen de le défendre.

Il faut rompre avec cette politique, et agir pour un gouvernement ouvrier sans aucun représentant de la bourgeoisie, dirigeant la société au compte des intérêts de la classe ouvrière, portant la hache dans l'Etat bourgeois.

● Cela ne peut plus durer.

Tramoni libéré, Kasperreit en liberté.

Cela ne peut plus durer.

Nous ne voulons plus de ce régime, de cette société.

Nous voulons mettre un terme au système de l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est possible.

Nous, jeunes révolutionnaires, nous engageons, nous organisons pour ce combat.

Dès maintenant, les jeunes révolutionnaires seront en tête du combat pour l'unité de la jeunesse, de ses organisations, contre la politique du gouvernement.

La lutte pour les Etats généraux de la Jeunesse concentre cette orientation. La jeunesse doit se rassembler à tous les niveaux pour définir les objectifs de son action.

La jeunesse veut un autre gouvernement. Un gouvernement qui mette en cause réellement les puissances d'argent, qui dissolve les bandes armées du capital, qui nationalise l'Education nationale, chasse les curés de l'Ecole, assure à tous un emploi, un avenir, qui ouvre la voie au socialisme.

Nous sommes à la veille d'une explosion révolutionnaire.

● Nous devons nous y préparer.

Pour paraphraser Lénine, nous devons développer dans la jeunesse le microbe du bolchevisme : cela ne signifie pas le repli sectaire sur nous-mêmes. Au contraire !

Des milliers de jeunes sont prêts à s'organiser.

Des milliers de jeunes sont prêts à s'engager dans l'action pour le socialisme.

Des milliers de jeunes gravitent autour des cercles de l'AJS, de l'AER, de l'UCL.

Allons les chercher : ouvrons les cercles à tous ceux qui veulent combattre contre l'impérialisme et le stalinisme. L'audace est à l'ordre du jour. Il n'y a pas une minute à perdre pour développer la campagne d'adhésion lancée par notre Comité national et dite « promotion Ignace Reiss ».

● A vingt ans, Ignace Reiss voulait changer la vie : tout naturellement il devient bolchevik et s'engage avec Lénine dans l'action révolutionnaire. En 1937, il rompt publiquement avec Staline et écrit dans sa dernière lettre avant d'être assassiné :

« J'ai derrière moi seize années de travail clandestin. C'est quelque chose. Mais il me reste assez de force pour tout recommencer. Car il s'agit bien de « tout recommencer », de sauver le socialisme. La lutte s'est engagée il y a longtemps déjà. Je veux y prendre ma place. »

Ces quelques lignes résument notre action pour les semaines qui viennent. Du 3 au 10 décembre, les cercles et les fédérations de l'AJS organiseront des rassemblements de masse pour la construction de l'organisation de la jeunesse révolutionnaire, en même temps que se tiendront les Assises nationales pour le Front Unique Ouvrier organisées par l'OCI.

C'est ainsi que la jeunesse tiendra sa place dans la lutte révolutionnaire.

RÉPRESSION

DIX MILLIONS CONTRE KASPEREIT



Le Bureau politique de l'OCI et le Bureau national de l'AJS ont décidé de présenter Jean-Pierre Speller, militant de l'OCI, membre du Comité national de l'AJS dans le 9^e arrondissement contre Gabriel Kaspereit, député UDR sortant, chef du gang qui le 27 avril 1969 agressait notre camarade Speller lui crevant un œil.

Une affiche nationale éditée à 40 000 exemplaires sera collée dans toutes les villes. Cette campagne suscite déjà à Paris un certain nombre de réactions : ainsi au lycée Jacques-Decour dans le 9^e arrondissement...

Tous les cercles doivent organiser les collages massifs de cette affiche. Que tous les travailleurs sachent ainsi qui est Gabriel Kaspereit !

Un dépliant édité à 40 000 exemplaires est maintenant en possession des cercles pour organiser la souscription nationale.

Le Comité national a fixé dans sa dernière session l'objectif de 10 millions - anciens - pour la mi-décembre. Naturellement cette somme sera centralisée avec l'OCI pour organiser l'ensemble de la campagne électorale.

Mais cette bataille est l'affaire des cercles de l'AJS.
Sur Paris les fédérations ont décidé de lever au minimum 1 000 francs par cercle soit 6 millions.

La campagne sur Paris devra être terminée le 10 décembre au rassemblement de la Mutualité.

En province, les fédérations et les cercles ont pris les premières dispositions. Kaspereit va bénéficier du soutien des SAC, de l'UDR des banques.

Speller lui bénéficiera du soutien des dizaines de milliers de jeunes, de travailleurs que nous ferons souscrire.

Camarades, au travail : dix millions contre Kaspereit !

JACQUES DECOUR : CATHOU, KASPEREIT NE NOUS FERONT PAS TAIRE

Novembre 72 : huit mois qu'Overney a été assassiné. Son assassin, Tramoni, est déjà libre.

Novembre 72 : plus de quatre ans que Lanvin a été assassiné. Un an que ses agresseurs ont été graciés.

Novembre 72 : plus de trois ans que Speller a été mutilé. Gabriel Kaspereit et ses deux fils sont toujours libres, impunis - ils ne sont jamais passés en procès.

Le 9 novembre 1972, au lycée Jacques-Decour, dans le 9^e arrondissement - il est apparu clairement que Gabriel Kaspereit et ses affidés entendaient veiller à ce que la loi du silence soit respectée dans le « fief » du député UDR quant aux agissements de ses bandes armées.

Nos camarades collent les premières affiches de candidature à Jean-Pierre Speller contre Gabriel Kaspereit ; la réaction de l'administration ne se fait pas attendre. Notre camarade Jean-Louis Wander est pris à parti par le proviseur, qui tente de lacérer ses affiches. C'est alors qu'intervient M. Cathou, intendant du lycée - notons au passage que ses fonctions ne l'appellent en rien à réglementer le droit d'affichage - qui agresse violemment notre camarade, le frappe à coups de poing et de pied. Jean-Louis Wander reçoit immédiatement des soins à l'infirmerie. Mais M. Cathou, sympathisant des SAC, zélateur emérite de M. Peyrefitte qui vient de demander aux membres de l'UDR « un dévouement total et une détermination absolue », ne s'en tient pas là. A midi, alors que Jean-Louis Wander sort du réfectoire, il est accosté par l'intendant et ses deux fils, étrangers au lycée, qui lui déclarent devant une cinquantaine de lycéens : « la prochaine fois que tu colles une affiche Speller, nous t'arrangeons au rasoir ». Le bruit court par la suite que J.-L. Wander serait traduit en conseil de discipline.

Telle est la loi que M. Kaspereit entend faire régner dans les lycées de sa circonscription électorale : avec une « détermination absolue » lui et ses comparses n'hésitent pas à employer la terreur physique pour faire taire les lycéens. Mais ils ne nous feront pas taire !

On comprend facilement que M. Kaspereit tiennne plus que jamais à étouffer l'agression criminelle perpétrée par ses fils contre J.-P. Speller, à l'heure des élections législatives, à l'heure où le gouvernement Pompidou pose avec de plus en plus de difficultés le problème de sa survie. Mais il n'y réussira pas. L'heure n'est plus aux Kaspereit et aux Cathou. Les lycéens de Decour l'ont démontré avec évidence : dès le 9 novembre, ils étaient 200 pour coller les affiches Speller dans le lycée. Le lendemain, ils étaient 400 à scander dans la cour « Cathou démission ! », à être reçus en délégation par le proviseur pour exiger le départ de M. Cathou du lycée, l'annulation du Conseil de discipline.

Ils ne sont pas seuls : les enseignants, les parents d'élèves, n'acceptent pas non plus que la discipline et la terreur remplacent dans les lycées l'étude et la liberté d'expression. Le SNES Decour a déjà pris position contre la mesure de Conseil de discipline.

Les parents de J.-L. Wander ont décidé de porter plainte, d'autres parents d'élèves ont l'intention de le faire. Une pétition circule parmi les lycéens, les enseignants, les parents, demandant l'annulation du Conseil de discipline et le départ de Cathou. La lettre ouverte de J.-L. Wander aux lycéens, aux enseignants, aux parents d'élèves est diffusée dans tous les lycées du 9^e arrondissement, dans les lycées parisiens : déjà, le SI du lycée Voltaire a pris position contre les agissements de M. Cathou.

L'heure n'est plus aux Cathou et aux Kaspereit : la riposte des lycéens de Decour, ce sont six adhésions au cercle UCL/AJS ; la riposte des jeunes et travailleurs du 9^e, ce sont les 50 JR vendus dimanche 12 novembre sur les marchés de l'arrondissement, le soutien financier recueilli.

Les lycéens de Jacques-Decour, le cercle UCL, le cercle AJS 9^e/10^e n'en resteront pas là : ils ont fait la preuve qu'en novembre 72, même sous le gouvernement Pompidou, même lorsque Messmer incite les membres de l'UDR à faire le coup de poing, il n'est pas si aisé de faire taire les jeunes et les travailleurs.

TRAMONI LIBÉRÉ...

La presse a fait silence, nul n'en a parlé... Tout le monde avait pourtant beaucoup parlé de cet « incident malheureux » survenu devant les usines Renault au mois de mars de cette année. La mort du jeune ouvrier René-Pierre Overney, tué par balle. Le coupable ? Cet ancien militaire, Tramoni.

Tout le monde le sait, Tramoni a tué froidement Overney. Et pourtant, ce même Tramoni, vient d'être libéré.

Erreur judiciaire ? C'est sans doute la même erreur qui fait que Kaspereit, dont le commando, dirigé par ses fils, a blessé grièvement Jean-Pierre Speller, n'a jamais été traduit en justice, bien que des preuves aient été données de sa culpabilité. Là, le coupable est libéré, ici, le cou-

pable n'est pas inquiété, mais tous ces coupables sont du même côté, celui de la bourgeoisie, et c'est pour cela que leurs crimes sont impunis.

Jean-Pierre Speller, et les organisations auxquelles il appartient, l'AJS et l'OCI, n'ont jamais abandonné le combat pour que justice soit rendue, n'ont jamais cessé le combat pour qu'on en finisse avec ce gouvernement responsable des agressions contre les militants ouvriers.

Aux prochaines élections législatives, Jean-Pierre Speller sera candidat dans le 9^e arrondissement contre Kaspereit. Jean-Pierre Speller mènera campagne pour que la classe ouvrière en finisse avec le gouvernement qui utilise et couvre les Tramoni et les Kaspereit.



Cet homme, Gabriel Kaspereit, ancien ministre dans le cabinet Chaban-Delmas, Député du 9^e arrondissement, Haut dignitaire de l'UDR, est responsable d'une tentative d'assassinat

Cet homme, Jean-Pierre Speller, est ouvrier typographe syndiqué CGT. Le 26 avril 1969 - nuit du référendum où De Gaulle fut battu - Jean-Pierre Speller et deux camarades de travail furent agressés par un commando de l'UDR armé de matraques télescopiques, accompagnés d'un chien policier. Les trois ouvriers typographes sont violemment agressés, Speller reçoit un coup de matraque télescopique, l'œil crevé. Les nerfs lâchent le chien sur Speller. Affolés, les hommes de main de l'UDR quittent le terrain... Quelques instants plus tard, Gabriel Kaspereit, ministre-député, vient pour s'enquérir de « l'état du blessé ».

Affolés, les hommes de main de l'UDR quittent le terrain... Quelques instants plus tard, Gabriel Kaspereit, ministre-député, vient pour s'enquérir de « l'état du blessé ».

SES FILS. Le lendemain, lors d'une confrontation dans les locaux de la trois témoins reconnaissent formellement deux agresseurs : Claude et Alain Kaspereit. Il est établi que Claude Kaspereit a porté le coup de matraque télescopique.

JEAN-PIERRE SPELLER A PERDU L'USAGE DE SON ŒIL !

KASPEREIT, SES FILS SONT TOUJOURS EN LIBERTÉ !

LE PROCES EST ETOUFFÉ !

POURTANT, tous les syndicats ouvriers, enseignants, étudiants, toutes les organisations politiques et démocratiques du mouvement ouvrier ont protesté, exigé justice pour SPELLER. Rien n'y fait : les dirigeants de l'UDR « couvrent » Kaspereit !

Le Bureau politique de l'OCI.

Le Bureau national de l'A.J.S.

ont décidé de présenter Jean-Pierre SPELLER militant de l'OCI.

Membre du Comité national de l'AJS.

aux prochaines élections législatives dans le 9^e arrondissement contre LE CHEF DES NERVIS GABRIEL KASPEREIT, candidat de l'UDR.

Jean-Pierre Speller fera le procès des assassins impunis de Pierre Overney, Marc Lanvin.

Jean-Pierre Speller défendra les libertés ouvrières et démocratiques.

Jean-Pierre Speller dénoncera au grand jour les responsables des scandales, des agressions, des assassinats, les chefs des bandes armées du Capital.

Jean-Pierre Speller sera le candidat du Socialisme !

JEUNES, TRAVAILLEURS,

Pour dénoncer dans toute la France le nervi Kaspereit ;

Pour battre dans le 9^e arrondissement le candidat anti-ouvrier Kaspereit, il faut des millions.

DIX MILLIONS.

DIX MILLIONS POUR SPELLER.

DIX MILLIONS CONTRE KASPEREIT.

Le Bureau National de l'AJS s'adresse aux jeunes et aux travailleurs de France.

Soutenez le combat contre Kaspereit.

C'est le combat des opprimés, des exploités !

C'est le combat pour le socialisme !

Versez massivement !

JE VERSE

FRS.

NOM

Adresse

C.C.P. - A.J.S. 32 827 97 LA SOURCE

UAB
Biblioteca de Comunicació
L'Associació d'Estudants
CEDOC

LES JEUNES RÉSIDENTS S'ORGANISENT

Lancé à l'initiative de quelques 140 jeunes résidents parisiens, l'appel à la constitution de l'Association Nationale des Jeunes Résidents a été pris dans de nombreuses villes de province.

A Lyon, Clermont, Grenoble, Dijon, Toulouse, Béziers, etc. Dans plusieurs dizaines de villes, l'appel a été repris. Des comités ANJR constitués dans les FJT.

La naissance de l'ANJR ne laisse personne insensible. Les jeunes résidents se heurtent partout à deux ennemis, travaillant pour le compte des mêmes intérêts : les directeurs de foyer - pas tous - au service du patronat, et... les curés, déguisés - à peine - en responsables CFDT.

C'est à Charleville que Marius Raguet est exclu pour avoir voulu engager la construction de l'ANJR ; encore, au Foyer de Châtillon où la répression menace.

Un grand nombre de directeurs de FJT, notamment dans l'est et le nord sont des responsables CFDT, en général militants du PSU : il est remarquable de constater qu'ils appliquent sans détour l'autogestion des foyers par les directeurs eux-mêmes...

Voilà qui ne manquera pas d'ouvrir les yeux à un grand nombre de jeunes travailleurs.

L'ANJR a été fondée en pleine indépendance par les résidents eux-mêmes pour s'unir nationalement et défendre leurs intérêts.

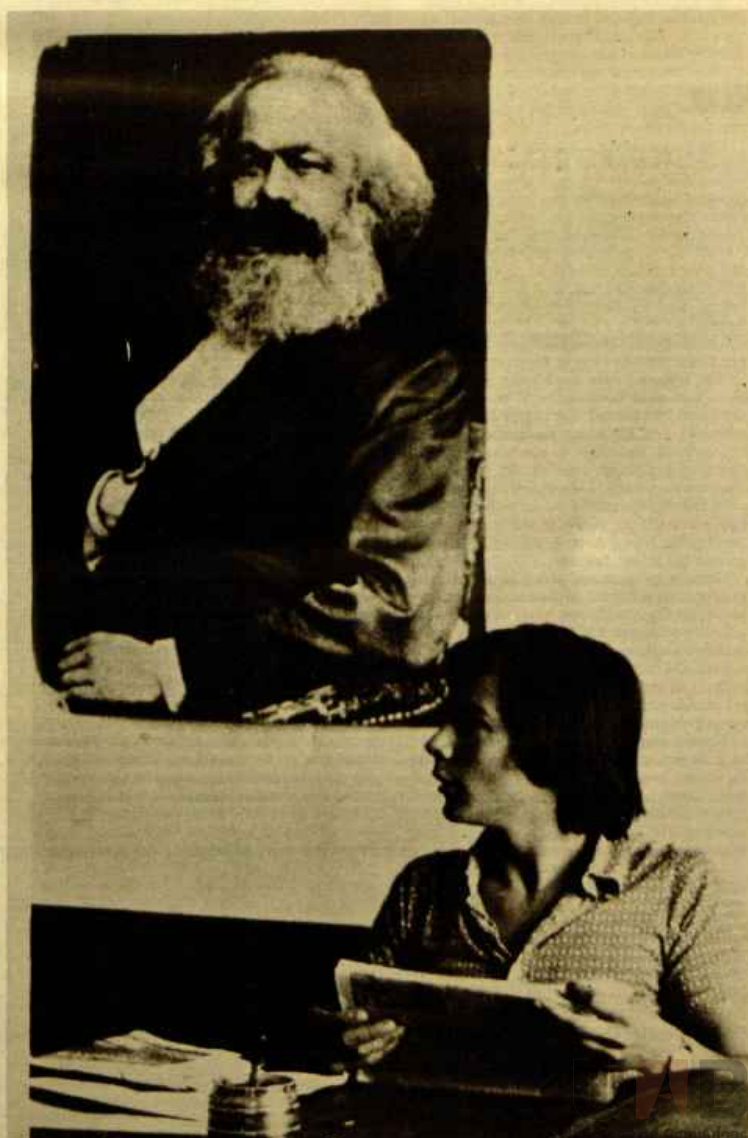
L'AJS soutient inconditionnellement la construction de l'ANJR précisément parce qu'elle a pour but le droit des jeunes à s'organiser, à défendre leurs intérêts.

Le journal de l'ANJR « ANJR-Info » vient de paraître. Il donne toute la dimension nationale de la construction de cette organisation.

Le 26 novembre se tiendra à Paris le premier collectif national de l'ANJR. Les cercles de l'AJS interviendront sur tous les FJT, pour dire aux résidents :

- prenez vos affaires en main, constituez-vous en Comité ANJR, élaborez vos cahiers de revendications, envoyez vos délégués à Paris.

La bataille d'adhésion à l'ANJR se heurte aux agents du patronat, de l'Eglise. Les militants de l'AJS soutiendront partout la construction de cette organisation.



COMPTE RENDU DU COLLECTIF PARISIEN DE L'ANJR DU VENDREDI 27 OCTOBRE

La réunion du collectif parisien de l'ANJR a fait un premier bilan de la préparation du Rassemblement national et de l'état du recrutement à l'ANJR.

Sur la région parisienne, plusieurs dizaines de résidents ont pris leur carte à l'ANJR et participent au rassemblement. L'ANJR existe aujourd'hui dans plus de vingt foyers de la région parisienne. L'appel des 140 résidents a été envoyé dans soixante villes de province, ce qui représente à ce jour une centaine de foyers touchés par cet appel et plus de quarante sur la région parisienne.

La plate-forme nationale de l'ANJR est en cours de préparation enrichie par plusieurs cahiers de revendications élaborés au niveau de chaque foyer.

Deux points essentiels étaient à l'ordre du jour du collectif parisien.

1. - Lancement de la campagne pour la réintégration de Marius Raguet, jeune résident du foyer de Charleville-Mézières expulsé par le directeur du FJT sur le prétexte de discussion avec des personnes étrangères au foyer.

Nous publions ci-dessous l'appel de Marius Raguet et les décisions prises par le collectif parisien.

Ces décisions ainsi que l'appel de Marius Raguet seront diffusés dans tous les foyers de la région parisienne dès lundi. Ce matériel sera transmis aux adhérents de l'ANJR de province afin d'engager sans perte de temps la campagne au plan national.

Rien ne sera négligé. Par ailleurs, les signatures seront rassemblées à Paris. Les prises de parole seront faites dans les réfectoires aux heures de repas. Partout, les résidents feront entendre leur voix : **MARIUS RAGUET DOIT ETRE REINTEGRE !**

Comme l'ont justement fait remarquer plusieurs délégués du collectif parisien, Marius Raguet, ce n'est pas seulement la poursuite d'une pratique aussi vieille que les foyers. Aujourd'hui, (et les circonstances de son exclusion relatées dans l'appel le démontrent), c'est un indice, un précédent **INACCEPTABLE**. On tente d'intimider à coup d'exclusions, à coup d'arbitraire intolérable afin d'empêcher les résidents de s'organiser. Mais d'ores et déjà, l'inverse se produit car s'engage le combat pour la réintégration de Marius Raguet, le combat pour le droit de réunion, droits syndicaux et politiques, contre l'arbitraire !

Telle est la volonté exprimée par les délégués parisiens dans leur résolution (ci-jointe) et qui s'élèvera en une force unie de tous les foyers de France.

Tel est le combat de l'ANJR !

2. - Sortie du premier numéro de « ANJR Info », journal NATIONAL de l'association.

Partout, dans chaque foyer, il attestera du combat de l'ANJR et des résidents. Il brisera le mur du silence et l'isolement foyer par foyer. Se regrouperont autour de lui ceux dont on exploite jusqu'au sommeil.

Il rendra compte périodiquement de la progression de l'ANJR, de la préparation du Rassemblement national, il sera une arme décisive dans les combats et notamment pour la réintégration de Marius Raguet.

Pour ce faire, chaque foyer amènera articles, échos, suggestions, etc.

De tous les foyers de France, les jeunes résidents élisent leur délégués pour :

le collectif national de l'A.N.J.R.
le 26 novembre 1972, fac. des sciences - amph f1 f2 - métro Jussieu

INTERVIEW DE GÉRARD MEMBRE DU BUREAU PROVISOIRE

J.R. : *A partir de quels éléments avez-vous décidé de constituer l'Association Nationale des Jeunes Résidents ?*

Gérard : Depuis plusieurs mois, la nécessité de créer une association de résidents devenait de plus en plus urgente. Un certain nombre d'entre nous avaient constitué avec d'autres résidents des organismes dans les différents foyers pour se défendre devant la direction, pour organiser des loisirs et d'autres choses de cet ordre.

Des mouvements sporadiques ont eu lieu l'année dernière à de multiples occasions (répression contre des militants politiques ou syndicaux résidents des foyers, augmentation des loyers, etc.). Dernièrement, cet été, une grève a eu lieu dans les foyers de l'ALJT sur le problème de l'augmentation des loyers et s'est étendue aux questions relatives au droit de visite, aux libertés de tous ordres dont les libertés syndicales et politiques.

Ces mouvements nous ont permis de rompre l'isolement de chaque foyer mais il faut le dire, nous n'avons pas obtenu le dixième de ce que nous demandons. C'est pourquoi nous sommes tombés d'accord à la fin de la grève de l'ALJT, avec plusieurs résidents qui avaient participé à ces mouvements (Bernard à Epinay, Danièle de Tolbiac et d'autres de Clichy, Daviel, etc.) sur le fait qu'il fallait dépasser le stade de la réponse conjoncturelle au patronat qui dirige dans les faits les foyers avec le soutien d'une direction qui lui est dévouée.

Nous nous sommes alors réunis à une quarantaine à l'appel de Bernard et de Benjamin du foyer d'Epinay pour discuter des grands problèmes des foyers auxquels nous sommes toujours confrontés :

- Tarif des pensions ;
- Droit de visite ;
- Libertés politiques et syndicales ;
- Indépendance vis-à-vis de la direction.

Nous avons, à l'issue de cette réunion décidé de lancer un appel à tous les résidents de France afin de constituer une association permanente pour défendre nos intérêts, association dont les contours ont été peu à peu précisés à la lumière des discussions et des premières réunions.

J.R. : *A quoi correspond cette association ? Quels sont ses buts, ses moyens, ses ambitions ?*

Gérard : Cette Association se fixe pour but de défendre les intérêts matériels et moraux des jeunes travailleurs résidents des foyers quel qu'ils soient. Dans les foyers de la Région parisienne, la plupart d'entre nous viennent de province. Nous sommes venus chercher du travail, car il devenait impossible de continuer à vivre aux crochets de nos parents. En arrivant à Paris, ça a été le dépaysement total, un isolement que nous avons tous ressenti. Notre association doit servir de trait d'union entre tous les jeunes résidents d'où qu'ils viennent.

Pour répondre à ta question avec plus de précisions, nous avons l'intention d'engager dès maintenant la lutte pour nos droits. Nous avons décidé au niveau du Bureau provisoire de tenir des réunions d'information et de recrutement à l'ANJR.

Mais tout n'est pas simple ! Dans de nombreux foyers la répression menace. Parfois même elle frappe. Ce qui vient d'arriver à Mézières-Charleville est le premier indice sérieux qui doit donner à réfléchir. Nous savons que les patrons et la direction ne nous ferons aucun cadeau et qu'ils craignent plus que tout que nous soyons organisés par milliers. C'est pour cela qu'ils ont frappé. Pour nous intimider, mais aussi parce qu'ils ont peur. Cela, nous ne l'acceptons pas et comme le dit l'appel de Marius Raguet, discuté au Collectif parisien vendredi dernier, nous n'acceptons pas un tel arbitraire et une telle atteinte à la liberté de pensée et de parole.

Nous engageons immédiatement la lutte pour sa réintégration. ACCEPTER CELA C'EST ACCEPTER LE RESTE. IL N'EN EST PAS QUESTION. NOUS FERONS DE LA CAMPAGNE DE REINTEGRATION DE MARIUS LA PREMIERE PROMOTION DE RECRUTEMENT A L'ANJR.

J.R. : *Peux-tu nous dire comment se situe l'ANJR par rapport aux organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, par rapport aux organisations de jeunesse ?*

Gérard : Comme le dit l'appel que nous avons lancé à tous les résidents des foyers de ce pays, l'ANJR se situe d'emblée du côté des travailleurs et des organisations qu'ils se sont données. L'ANJR N'A PAS L'INTENTION DE REMPLACER CE QUI EXISTE. ELLE A LA PRETENSION DE COMBLER UN VIDE. Beaucoup parmi nous sont membres d'organisations syndicales dans leurs usines ou leurs bureaux, certains sont organisés politiquement, par exemple à l'AJS ou à la JC. Pour ma part, je m'en félicite car notre association n'a aucun a priori idéologique. Nous entendons marcher avec TOUTES ces organisations en TOUTE INDÉPENDANCE contre le patronat, contre la direction des foyers.

Le combat pour la réintégration de Marius Raguet va être pour nous l'occasion de nouer de multiples contacts avec les organisations politiques et syndicales pour l'unité d'action sur cette affaire.

J'ajouterai pour conclure que toutes les initiatives visant à briser l'isolement dans lequel nous sommes encore sera reçue par nous comme très favorable, notamment venant d'autres organisations de jeunesse.

Interview recueillie le lundi 30 octobre

éditorial



Vous trouverez cet mois, tel d'autres mois, l'ensemble des délégués de France à l'ANJR. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

Appuyés sur le soutien de nos camarades de France, nous sommes prêts à défendre nos intérêts.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

ANJR : Association Nationale des Jeunes Résidents. Ce sera le 26 novembre 1972, à Paris, à l'Université des sciences et lettres de Jussieu.

APPEL DE MARIUS RAGUET JEUNE RÉSIDENT A CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Samedi 14 octobre, le Directeur du FJT, M. Philippe Pierret, me rencontre dans l'escalier et me dit : « Passez dans mon bureau à 12 h pour déposer votre clef, je n'accepte pas les faibésants ! »

Je suis travailleur à la fonderie Clément-Bayard.

Il était 11 h, je n'avais qu'une heure pour quitter le foyer des Jeunes Travailleurs. N'ayant aucun lieu où me rendre, j'ai demandé à rester jusqu'au lundi, ce qui m'a été refusé : J'ETAIS JETÉ A LA RUE !

De plus, il m'a été signifié de ne plus voir mes camarades du foyer.

Par ailleurs, j'ai appris par un camarade que le Directeur avait déclaré, après mon départ, devant l'ensemble des résidents, que le véritable motif de mon exclusion était :

D'AVOIR EU EN MAIN DES TRACTS ET D'AVOIR DISCUTE AVEC DES PERSONNES ETRANGERES AU FOYER.

Je n'accepte pas un tel arbitraire et une telle atteinte à la liberté de pensée et de parole.

Je m'adresse à tous les travailleurs et jeunes, à leurs organisations pour qu'ils se joignent à ma protestation et exigent avec moi MA REINTEGRATION DANS LE FOYER.

MARIUS RAGUET

-Pétition circulant parmi les jeunes travailleurs, lycéens, etc., de Charleville-Mézières. L'exclusion fait suite à la diffusion de l'appel des 140 et à une réunion de Jeunes pour l'ANJR Marius Raguet en écart.

●● AUXERRE

Les jeunes résidents engagent le combat.

Profitant des vacances, la direction du Foyer de Vauvriers a chassé 4 jeunes travailleurs parce que ces derniers entendaient lutter contre le règlement intérieur et conquérir le droit d'association, de réunion, de visite, et de libre circulation.

Le cercle AJS d'Auxerre a immédiatement organisé avec eux la riposte en mobilisant les résidents du Foyer des Vauvriers sur le motif d'ordre de REINTEGRATION SANS CONDITION DES EXCLUS, et en engageant le combat pour la solidarité des travailleurs et de leurs organisations pour l'unité ouvrière face à l'arbitraire de la Direction. Dans ce combat, de multiples discussions politiques ont eu lieu, et plusieurs jeunes résidents ont adhéré à l'AJS.

Nous publions ci-dessous la lettre du Bureau Provisoire de l'ANJR aux organisations ouvrières d'Auxerre. C'est parce que les quatre résidents décident de continuer leur action sur le foyer qu'ils ont été exclus. C'est parce qu'ils reprennent à leur compte l'appel de 140 résidents de la région parisienne et s'organisent nationalement contre l'administration que la direction a frappé.

Comme l'explique la lettre du Bureau provisoire de l'ANJR aux organisations ouvrières, ce sont plus de cent travailleurs de la CGT, dont le secrétaire général, de la CFDT, dont un membre de la Commission Exécutive, de la FEN, qui exigent la réintégration des jeunes résidents exclus.

Le cercle AJS d'Auxerre engage le combat dans ce sens et soutient de toutes ses forces militantes cette initiative.

LA DIRECTION DOIT CÉDER
NON AUX EXCLUSIONS
REINTEGRATION DES EXCLUS

●● LETTRE DU BUREAU PROVISOIRE AUX CAMARADES D'AUXERRE

Camarade,
Tu as signé la pétition que les exclus du FJT des Vauvriers font circuler pour exiger leur réintégration. Nous rappelons qu'ils ont été exclus parce que leurs idées déplaçaient à la direction et qu'avec nous ils avaient commencé à créer une association de résidents qui défendait leurs intérêts matériels et moraux sans faire de discrimination politique syndicale ou religieuse.

Après la grève des résidents des FJT Parisiens, nous avons répondu à leur appel national pour constituer une organisation défendant contre l'administration, les intérêts matériels et moraux des 60 000 résidents de France.

Nous sommes d'accord avec la perspective de l'Association nationale des Jeunes résidents qui déclare :

« Cette association marchera non pas contre les syndicats, mais avec les syndicats contre l'administration, les patrons qui, en plus de l'usine, nous exploitent au foyer ».

Le bureau provisoire de l'association, après s'être réuni a fait le point de la situation.

Il se félicite de la lettre commune des Unions départementales des syndicats ouvriers adressée au Conseil d'administration du FJT où il est dit :

« En temps que représentants de ces jeunes travailleurs, nous demandons qu'une rencontre très proche ait lieu entre les organisations signataires de la présente (CGT, CGT-FO, CFDT) et le Conseil d'administration du FJT afin d'entreprendre une révision du règlement intérieur ».

Le bureau provisoire avec plus d'une centaine de travailleurs de la CGT (dont le secrétaire général) de la CFDT (dont un membre de la Commission Exécutive), de la FEN, etc., qui ont signé la pétition.

EXIGE QUE LES TROIS RESIDENTS EXCLUS SOIENT REINTEGRES.

Il l'invite à une réunion le **VENDREDI 13 OCTOBRE, PASSAGE SOUFFLOT A 20 h 30.** Afin que tous ensemble, avec les Unions départementales, nous décidions des voies et des moyens à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction dans les plus brefs délais.

Nous t'adressons nos cordiales salutations de jeunes travailleurs résidents.

Le bureau provisoire de l'ANJR



●● CLERMONT-FERRAND

Au Foyer de Clermont-Ferrand, les jeunes travailleurs logent à huit dans des F4, 110 F de foyer par résident, cela fait un revenu de 880 F pour chaque logement.

A propos, où travaillent ces jeunes ? Chez Michelin. Combien gagnent-ils en moyenne ? 650 F. Qui dirige le Foyer ? Michelin. C'est à lui que reviennent les 880 F par mois et par logement.

Il n'y a pas de petit bénéfice pour Michelin. Michelin qui, il y a quelques jours, tremblait devant les 5 000 travailleurs rassemblés place des Carmes, pour écouter les résultats des négociations entre le patron et les syndicats.

Parmi eux, de nombreux jeunes du Foyer qui savent que non seulement Michelin les exploite à l'usine, mais qu'il les vole sur la nourriture, sur le logement. Tout le monde a cherché à étouffer l'âche de la grève. Beaucoup de jeunes résidents sont à l'école Michelin : « La Mission ». Ils peuvent être renvoyés à tout moment et cette crainte s'est faite sentir lors des premières discussions.

« Nous sommes isolés ». « Personne ne peut rien faire pour nous ». « Michelin a ses fils dans le foyer comme à l'usine ». Mais malgré ces difficultés, la colère est grande. Le cercle AJS de Clermont-Ferrand a organisé plusieurs réunions avec les jeunes cheminots auxquels 20 résidents ont participé. 11 d'entre eux ont discuté de l'appel des 140 et l'ont signé. Un jeune cheminot a adhéré à l'ANJR et a décidé de construire un comité sur son foyer. C'est un début, mais il est important que ce mouvement, ce débat, soit engagé.

●● SNCF DE PETIT-QUEVILLY

Au FJT de Petit-Quevilly se prépare le rassemblement national de proclamation de l'ANJR. Un militant de l'AJS, jeune cheminot et résident du foyer, a engagé le débat avec ses camarades sur l'appel des 140 résidents parisiens. Une première discussion a eu lieu et les jeunes résidents ont décidé de construire un comité de l'ANJR. Décision a été prise de constituer un cahier de revendications et de mobiliser les résidents sur des objectifs définis : un des éléments essentiels du débat entre les jeunes cheminots a porté sur la place et le rôle de l'ANJR, notamment pour répondre au responsable CGT de la SNCF qui expliquait que l'ANJR était une organisation politique fondée sur la lutte contre les syndicats ouvriers. Ce responsable a invité les jeunes cheminots à adhérer à l'ADIR (Association de Défense des Résidents), organisme mis en place lors de la grève de l'ALJT à Paris, et dont le mot d'ordre était « payez les 40 F d'augmentation à la direction, nous les réclamerons ensuite au gouvernement ». Au moment où les jeunes cheminots du FJT de Dieuvilly veulent engager le combat pour leurs revendications, au moment où ils décident de bâtir une association à eux, qu'ils peuvent contrôler et qui soit efficace, la direction de la CGT tente de semer confusion et division sur les revendications non satisfaites.

Comme le dit l'appel des 140 résidents parisiens : « Notre association marchera non pas contre les syndicats, mais avec les syndicats, contre l'administration, les patrons qui, en plus de l'usine, nous exploitent au Foyer ».

Ce que nous construisons est la démonstration vivante que par milliers les jeunes résidents peuvent s'organiser pour se défendre, quelle que soit leur appartenance politique ou syndicale.

Ce qui se passe dans de nombreux foyers de la région parisienne est la preuve que les jeunes de toutes tendances, dans l'unité et la clarté, peuvent bâtir leur association pour agir efficacement.

●● L'HAY-LES-ROSES

« De toute façon, il suffit d'une demi-heure pour éjecter un gars », tels sont les propos publics tenus par le directeur du foyer de L'Hay. Tous les résidents ont lieu de s'alarmer, car personne, ils le savent, n'est à l'abri d'une exclusion. Les exemples ne manquent pas et celui de M. Rigault est là pour le confirmer. Mais aujourd'hui, tout n'est plus aussi simple, et sur le foyer de L'Hay, et sur d'autres : 31 résidents de L'Hay décident de construire l'Association Nationale des Jeunes Résidents. Voilà la réponse des résidents au cynisme, à l'arbitraire, à l'insupportable !

« Ça ne se passera plus ainsi ! » Telle est la signification de leur adhésion à l'ANJR. Hier, la direction jetait à la rue qui elle voulait, comme elle l'entendait, en une demi-heure - c'est la vérité. Des voix s'élevaient, mais pas assez puissamment, car assourdis par la division et l'isolement.

Mais aujourd'hui, l'influence de l'organisation, même naissante, même embryonnaire, mais portée de dessus, se fait sentir sur l'état d'esprit du foyer. Les discussions sont bon train, malgré la direction ; la rage contenue depuis des mois et des mois fait surface et surtout on entend : « Où passera donc les crédits de l'animation, alors que nous n'avons rien d'autre à faire que dormir et nous taire en rentrant du travail ? »

Comment ? On paie (et de plus en plus) et on n'aurait toujours pas le droit de recevoir qui on veut dans notre chambre ?

On paie de plus en plus pour manger aussi mal ?

On nous exploite et il faudrait se taire, ne pas s'organiser, ne pas faire de politique, ne pas se révolter ?

« Tai-toi et dors ». C'est la devise de la direction. Cela n'a que trop duré !

A l'initiative des militants de l'ANJR, le cahier de revendications circule étage par étage. Les résidents tendent leur AG et décident des moyens à mettre en œuvre. Mais, ils ont compris que le nombre est une force quand il s'agit dans l'organisation, organisée à eux, qu'ils contrôlent, contre la manipulation, qui les rassemble nationalement sur leurs intérêts communs. Avez, ils ont contracté d'autres foyers des environs, Chevilly-la-Rue, Cachan, etc.

A Dieuvilly-la-Rue, le directeur leur a demandé d'entrer la première fois, mais c'était peine perdue, les contacts étaient pris : l'appel des 140 circule. Le germe est planté, l'ANJR vivra en dépit des gestivations d'un directeur.

Des réunions se tiennent régulièrement. La chambre est maintenant trop petite. Il est temps d'exiger le droit de réunion publique. Il est temps aussi d'appeler aux organisations ouvrières de la localité. Voilà ce qui sera discuté à la réunion du lundi 30 octobre.

Les trois militants de l'AJS ne sont pas restés inactifs. Ils ont été et sont les meilleurs combattants de l'ANJR. Aujourd'hui, ils sont à. Il reste à proclamer le combat, à être son responsable.

● CACHAN

Voilà trois semaines que l'appel des 140 résidents à la constitution de l'ANJR est diffusé au FJT de Cachan. Il a suscité très rapidement la discussion. Au cours d'une réunion à laquelle participait un membre du bureau provisoire, cinq résidents se sont déclarés d'accord avec l'ANJR et ont rédigé un appel à leurs camarades les informant de leur décision d'adhérer à l'ANJR et les invitant à le faire.

Dans ce même texte, ils mentionnent les revendications particulières au foyer concernant la sécurité incendie, la nourriture et le dépôt des clés, et convoquent à une réunion publique cette semaine.

Le cercle AJS de la localité, qui soutient ce combat, a diffusé 14 JR et 2 ID.

L'un des cinq résidents qui ont adhéré à l'ANJR, Patrick, s'est vu refuser plusieurs emplois en une seule journée : « Les patrons font du racisme anti-jeunes », dit-il. Il faut certes s'organiser au foyer, mais aussi, contre eux, contre leur Etat, pour en finir avec l'exploitation. C'est pourquoi, après lecture du JR et d'ID, il a adhéré à l'AJS. C'est pour cette même raison qu'un autre adhérent lorsqu'il affirme la nécessité de « tout changer ». Mais « tout changer », dit-il, cela ne peut consister à supprimer les libertés démocratiques comme en URSS et en Camp de l'Est. La discussion, on le voit, est engagée. Nous la continuons, et c'est pourquoi le secrétaire de cercle a adressé à tous les lecteurs de JR et de ID une lettre d'invitation à une réunion publique autour de notre journal : « La bourgeoisie est aux abois, c'est le moment de s'organiser ».

● VERSAILLES

« UNE AFFAIRE DE FAMILLE BIEN LUCRATIVE »

Ils s'appellent Prévot. L'un dirige le Centre d'Apprentissage, l'autre le Foyer. Pour être au Centre d'Apprentissage, il faut vivre au Foyer de l'Assistance Publique. L'autre Prévot dirige le FJT de l'Assistance Publique.

Vendredi dernier, un jeune travailleur est exclu. Motif : ses cheveux sont trop longs.

Le Foyer ferme ses portes à 22 h, sauf le jeudi. Lorsqu'un jeune résident n'est pas présent à l'appel lors de la rando de nuit, 20 F sont prélevés sur son salaire.

Le salaire : pitoyable ! Les jeunes gagnent en moyenne de 900 à 1 100 F, le directeur en prélève 450 pour le foyer, 200 pour la Casse d'Espagne. Les jeunes travailleurs disposent en tout et pour tout de 50 à 100 F par mois. La différence disparaît entre le moment où le patron verse la paie au directeur du Foyer et celui où les résidents la reçoivent : « l'argent de poche, comme on dit ».

Contre ce régime infernal, contre les humiliations et les escouades en tous genres, les jeunes travailleurs décident de combattre.

Ils se sont réunis et ont discuté de longues heures. Sauf erreur eux ont adhéré à l'ANJR et ont élaboré un cahier de revendications, basé d'une plate-forme d'action qu'ils diffusent à tous les résidents. Leur objectif : organiser plusieurs dizaines d'entre eux pour le Rassemblement du 26 novembre.

Le cercle de l'AJS de Versailles qui a fait 10 adhésions à l'organisation en 15 jours, se fait de soutenir le combat de ces jeunes résidents contre la direction et appuie sans réserve l'initiative du comité ANJR de Versailles qui a pris contact avec lui.

« L'entreprise » Prévot risque de battre de l'aile.



ADRESSE DE L'ANJR

91, rue du Fbg
Saint-Denis
75010-PARIS
Tél. : TAI.45.26 et 48.11
de 18 à 19 h

● CLICHY

Vendredi 27 octobre, avec le cercle AJS Marcel-Hic (Clichy), 25 jeunes se sont réunis au Foyer de Jeunes Travailleurs pour discuter, éclaircir un problème : Vietnam - coexistence pacifique. 12 résidents du foyer étaient présents. Le rapport repart :

a) le combat des trotskystes au Vietnam, la lutte pour le Front unique contre l'impérialisme, illustrée par le combat de Tho-Thu-Thau. Parce que nous continuons son combat contre bourgeois et staliniens, le jour de la manifestation du 15 octobre, nous portons son portrait en badge ;

b) l'analyse que nous faisons du programme du FNL de la réforme agraire, du gouvernement de coexistence nationale. L'AJS exprime l'unité du combat pour le socialisme, combatte contre l'impérialisme, combatte contre ceux qui déforment le socialisme, les Husak en Tchécoslovaquie, les Brejnev en URSS, les Gierak en Pologne. Le débat s'est engagé immédiatement entre les participants, militants AJS, jeunes du foyer, un militant du PC.

« Pourquoi, lorsque les ports du Nord Vietnam furent minés, n'y eut-il qu'une manifestation « coutumière » de la Bastille à la République ? Il fallait frapper plus fort ».

« On travaille chez Dassault, Matra, là, dans ces usines, on peut faire quelque chose contre nos patrons qui fabriquent du matériel de guerre pour le Vietnam ».

« Pourquoi Nixon-Mao ? »

Dans le cours même de la discussion, les jeunes réunis se sont-ils posés le problème de la lutte en France contre Pompidou.

« Quelles sont vos propositions ? »

« Un gouvernement ouvrier, oui, mais aujourd'hui, tout de suite ? »

Nous proposons, dans la situation présente, tout ce qui concourt à l'unité de la classe, à l'unité de la jeunesse. C'est la base du combat pour le gouvernement ouvrier ; ainsi la lutte de nos camarades à Clermont, à Nantes, ainsi notre campagne à l'université pour la réactivation syndicale de l'UNEF, pour qu'un syndicat rassemble les masses des étudiants contre le gouvernement ; ainsi le rassemblement national à Paris, pour mettre sur pieds une organisation nationale de jeunes résidents, perspective que l'AJS soutient activement. 4 résidents ont pris leur carte pour les journaux du 28/29 octobre à l'issue de la réunion.

A la demande de l'ensemble des participants, le cercle Marcel-Hic, reprendra d'ici une quinzaine de jours ce genre de débat. Le cercle a conclu cette discussion en invitant l'ensemble des participants à sa réunion de cercle pour y poursuivre la discussion.

JEUNE RÉVOLUTIONNAIRE

Administration
Rédaction - Publicité
87, rue du Fg-St-Denis
75 - PARIS 10^e
Tél. : PRO. 67-67

Directeur de la publication
Ch. BERG

Impression-Photocomposition
Offprint : 32, rue Olivier-Métra, Paris 20^e

ABONNEMENTS

1 an : 20 F
(10 numéros)
Versements à C.C.P.
Jeune Révolutionnaire
25.445-62 PARIS

NOM.....

Prénom.....

Adresse.....

Bulletin à retourner à « Jeune Révolutionnaire », 87, rue du Faubourg-St-Denis, PARIS 10^e.

Biblioteca de Comunicació

Homotopia General

CEDOC

ORDRE DU JOUR DU BN DE L'AJS AUX CERCLES DE L'AER

1) En ce mois de novembre 1972, un fait majeur retient l'attention : du Vietnam au Chili, de l'Espagne à la France et à la Bolivie, dans tous les pays dominés par l'impérialisme, d'immenses forces de classe sont en mouvement, dirigées contre la perpétuation du système du profit, du colonialisme, de la barbarie, d'immenses forces de classe au sein desquelles, de Vigo en Espagne aux dockers anglais, des ouvriers du bâtiment de Nantes aux mineurs de Bolivie, le prolétariat affirme son rôle dirigeant dans la mobilisation des masses opprimées.

Ces mouvements de classe qui sont dirigés contre les gouvernements qui incarnent et défendent l'exploitation et l'oppression sont partout ressentis par les masses étudiantes comme portant en eux la libération consciente de l'humanité et de la civilisation écrasées sous le talon du Capital. Alors que dans la fin des années 60, notamment en Europe, en Allemagne, en Italie et en France tout particulièrement, les étudiants ont été portés sur le devant de la scène, annonçant par l'acharnement de leurs combats la prochaine irruption du prolétariat comme classe, luttant pour le pouvoir, le tournant marqué en 1968 par la grève générale française et les développements de la révolution politique en Tchécoslovaquie ont sonné le glas des illusions semées par les tendances petites bourgeoises et gauchistes quant au rôle messianique, ou « d'avant-garde tactique », du mouvement étudiant. Mais l'affirmation dans la lutte contre la bourgeoisie et contre la bureaucratie stalinienne du rôle dirigeant du prolétariat ne rejette pas les étudiants de la lutte révolutionnaire. Bien au contraire, elle donne à leur mobilisation politique sa véritable dimension. Qu'on songe au rôle joué par les dirigeants de l'UET, dont Jiri Mueller, emprisonné à Prague, dans la reconstitution d'organisations d'étudiants, de la jeunesse et de la classe ouvrière indépendantes de la bureaucratie. Qu'on songe à l'héroïsme des étudiants espagnols qui n'ont rien à envier à celui des travailleurs d'El Ferrol ou de Vigo. Qu'on songe aux étudiants boliviens qui, en 1971, ont été partie constituante de l'Assemblée Populaire, premier soviet d'Amérique latine. C'est à partir de cette conviction que les masses étudiantes, avec toute la jeunesse, ont un grand rôle à jouer dans la révolution prolétarienne, à l'heure où la lutte des classes s'oriente vers l'affrontement au niveau de l'Etat, vers la crise révolutionnaire qui verra le prolétariat constituer ses organes de pouvoir, que s'ordonne les tâches de l'Alliance des Etudiants Révolutionnaires.

2) Il nous faut dès maintenant multiplier dans les facultés les initiatives de propagande et d'agitation politique, de popularisation des mots d'ordre révolutionnaires de l'AJS et de toute l'avant-garde. Cette agitation politique, cette campagne de recrutement en masse de nouvelles forces à l'AER se nourrira des éléments quotidiens apportés par la lutte des classes internationale. De la signature des accords au Vietnam à la grève du bâtiment de Nantes et de Michelin, les cercles de l'AER regrouperont, rassembleront les étudiants pour avec eux analyser, expliquer inlassablement, convaincre. Par-delà les formes multiples que prendra l'activité permanente de construction de l'AJS à l'université (meetings, cercles d'études marxistes, conférences, etc.), les directions apporteront le plus grand soin à la préparation des réunions de cercle hebdomadaires dans lesquelles les étudiants, qu'ils soient ou non membres de l'AER pourront s'associer à la discussion politique et au combat des révolutionnaires.

3) Dans la bataille pour la mobilisation politique des étudiants contre l'Etat bourgeois, contre l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, il convient de mesurer l'importance de la lutte engagée par l'UNEF pour la réunification syndicale. Effrayés par l'immense force qui en mai-juin 1968 a rassemblé contre la bourgeoisie l'immense masse des étudiants derrière l'UNEF, les partis bourgeois et stalinien, les organisations gauchistes, qui avaient vu bousculer le confort de leur contestation idéologique, tous se sont acharnés sur un objectif commun : détruire l'UNEF. Les stalinien, faute de parvenir à faire régresser l'UNEF au stade d'organisation corporatiste qu'elle avait dépassé, choisirent la scission ; les pablistes, faute de parvenir à regrouper les cliques disparates du gauchisme décomposé pour dénaturer l'UNEF en 1968 choisirent la désertion, les calomnies et la provocation contre le syndicat étudiant. Le combat sans concession engagé depuis 10 ans par les révolutionnaires les empêcha en 71 de parvenir à leurs fins, au compte de la bourgeoisie.

En dépit de tous, et parce qu'elle est fondée sur la résistance des masses étudiantes à la sélection, l'aspiration reste profonde dans les facultés à la reconstitution d'un syndicat unifié des étudiants, instrument de l'unité organique avec le mouvement ouvrier. Les militants et cercles de l'AER sauront, en soutenant la campagne des Assemblées pour la réunification de l'UNEF, s'appuyer sur ce vaste mouvement qui dresse les étudiants contre le gouvernement pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux et opposer ce même mouvement aux entreprises de division des dirigeants stalinien, gauchistes, pablistes, ligues pour la circonstance. Il revient aux militants de l'AER d'expliquer la signification politique de la reconstitution en France d'une organisation syndicale capable comme la CUB bolivienne, comme l'UET Tchécoslovaque, de faire des masses étudiantes une force politique active dans la lutte de classe.

4) Les directions et les cercles de l'AER en même temps que les cercles de l'AJS définiront leurs objectifs particuliers dans la campagne de soutien à J. P. Speller contre l'UDR et Kaspereit. Dans les facultés, cette campagne qui ouvre en même temps la campagne de l'AJS avec l'OCI pour les élections législatives doit être l'occasion d'un grand déploiement d'agitation et d'une collecte de fonds sans précédent. Les cercles de l'AER appelleront étudiants, enseignants, membres du personnel, à soutenir cette campagne qui est partie intégrante de la lutte du mouvement ouvrier et des universitaires pour la défense des libertés démocratiques, contre tous les Tramoni et Kaspereit. Déjà à Paris, les objectifs fixés pour les secteurs de l'AER s'élevaient à plusieurs millions.

5) Enfin, concentrant l'ensemble de ces activités, la bataille pour le recrutement doit aboutir à l'échéance de Noël à un doublement des effectifs des cercles étudiants. La vente de « Jeune Révolutionnaire » dans les halls, les couloirs, les TD, les amphithéâtres, les restaurants universitaires, les cités, les cafétérias, dans tous les centres de regroupement des étudiants, sera l'instrument central de cette bataille.



CENSIER

Par cette déclaration, je viens formuler mon adhésion à l'AJS. Ex-militant de l'Union des Etudiants Communistes et de l'UNEF Renouveau, j'ai défendu avec vigueur la nécessité du syndicat comme instrument de défense d'intérêts communs. C'est pourquoi j'ai accepté de lutter en vue d'une réunification syndicale, estimant d'une part que les divergences idéologiques ne doivent pas constituer un obstacle insurmontable à la formation d'une organisation de ce type, et d'autre part, que l'unité dans le combat qui nous oppose au capital demeure la condition principale du succès.

Dès lors j'ai été amenée à me poser la question : quels sont les obstacles à l'unité ? Quelles sont les causes de la division ?

La réponse m'en a été donnée lors de vos journées d'étude du 28 et du 29 octobre. Outre le fait qu'elles ne cachaient pas des divergences réelles, elles étaient néanmoins le reflet d'une solidarité internationaliste : solidarisé à l'égard de l'opposition communiste dans les pays de l'Est, elle-même expression du mouvement qui dresse le prolétariat contre la bureaucratie. En « normalisant » le prolétariat, c'est-à-dire en étouffant les germes d'une avant-garde révolutionnaire, la bureaucratie essaie non seulement de préserver le statu quo, dans lequel elle se trouve mais aussi de battre en brèche les conquêtes d'Octobre.

C'est pourquoi il m'est apparu nécessaire de combattre cette bureaucratie, négation même de l'aspiration des masses à la démocratie ouvrière en dehors de quoi il n'est pas de socialisme.

C'est pourquoi je rejoins aujourd'hui ceux qui s'efforcent de la préserver en affirmant la nécessité de l'unité mondiale de la lutte des classes, et par là même, la nécessité d'une révolution politique dans les pays de l'Est.

Christine R.

PARIS

300 étudiants à la Halle aux Vins

Le 25 octobre, l'AER organisait une réunion sur la signification et la portée de la grève des travailleurs du bâtiment de Nantes, avec R. GABORIAU, membre du Comité central de l'OCI, membre CGT-FO du Comité central de grève des travailleurs du bâtiment, responsable de l'UL de Nantes.

En effet, la grève des travailleurs du bâtiment à Nantes, pour les 0,40 F d'augmentation uniforme de l'heure, a exprimé la réponse de la classe ouvrière au régime Pompidou qui, de scandales en scandales, s'effondre.

Le camarade Gaboriau dégageait la signification de l'exigence manifestée par les travailleurs de Nantes : celle de l'unité ouvrière, de la démocratie ouvrière. Répondant à la discussion, il soulignait l'importance de la réunion de 30 travailleurs du bâtiment tenue à l'appel de l'Alliance Ouvrière et déclarant de s'organiser pour préparer les Assises Nationales pour le Front Unique Ouvrier des 9 et 10 décembre.

Les militants de l'AER intervenant lors de cette réunion soulignaient la convergence du combat des travailleurs de Nantes et des étudiants de Sciences, de Médecine, contre le gouvernement, la convergence du combat pour la construction du parti révolutionnaire à l'université comme à Nantes.

GRENOBLE

Le jeudi 26 octobre s'est tenue à la Faculté de Droit de Grenoble une réunion-débat organisée par l'AER sur le thème « le combat de Piotr Iakir ». Invité par l'AER, qui s'associait ainsi à la préparation du Rassemblement des 28 et 29 octobre, le camarade Pierre Broué introduisit un débat où les 170 étudiants présents s'attachèrent sur la base de leur propre travail, de leur propre réflexion politique, à avancer dans leur compréhension du stalinisme et des problèmes de la révolution socialiste et de la révolution politique. C'est cette volonté, dans le cours même du combat pour la libération des emprisonnés dans les pays de l'Est, de chercher les solutions qui permettront de vaincre qui posait le cadre de ce débat. Les militants de la Ligue communiste, après avoir déclaré être en total accord avec le rapport de Pierre Broué et avoir participé au débat, engagèrent la discussion sur le mot d'ordre de la Commission Ouvrière internationale d'Enquête pour y opposer la perspective de la constitution d'un « jury d'honneur ». Répondant aux diverses questions posées, Pierre Broué expliqua à quel point la situation internationale s'était transformée. Avant la dernière guerre, Trotsky, pour se défendre et défendre les bolchéviques persécutés par Staline, devait se présenter en accusé devant un jury. Allons-nous aujourd'hui, après Berlin, Budapest, Varsovie, le Printemps de Prague, Décembre 70 en Pologne, après la libération de Pachtman, accepter d'être sur le banc des accusés ?

C'est la révolution socialiste mondiale, la révolution politique à l'Est qui est à l'ordre du jour, nous pouvons et devons, dans ce mouvement, combattre pour la Commission Ouvrière internationale d'Enquête.

C'est aujourd'hui, dans les réunions de cercle de l'AER, tous les lundis à 20 h 30 au local de l'AJS, que les étudiants sont invités à poursuivre la discussion et à préparer la prochaine Conférence-Débat qui traitera des leçons que nous devons tirer de la lutte des classes au Chili et en Bolivie. Nous étions 170 le 25 octobre pour le débat du 23 novembre - à 20 h 30 à la faculté de Droit, ce sont tous ces étudiants qui combattent pour que par certaines de la discussion se prolonge.

DISCUSSION AVEC M. SERAC, F. GASCON, A. LECLERC, R. PHILIPPE, DU BM DE DE L'UNEF

JR : Le Collectif National de l'UNEF a décidé les 16 et 17 septembre d'engager la campagne pour la réunification de l'UNEF. Quelle est la signification ? Quelle a été la réaction de l'UNEF Renouveau ?

M. Sérac : Les tentatives de destruction de l'UNEF au compte d'organismes plus ou moins spontanés, la scission opérée par l'UEC en 71 ont conduit à un affaiblissement de l'UNEF, affaiblissement sur lequel le gouvernement s'est appuyé pour rejeter les principales revendications des étudiants. La plupart des grandes luttes des étudiants depuis 68 ont été disloquées par les divisions internes avant d'avoir abouti, même si elles différaient pour un temps l'application des mesures de sélection. La campagne de réunification de l'UNEF répond à l'intérêt qu'ont les étudiants de reconstruire un syndicat de masse représentatif. Cette campagne vise avant tout à un renforcement considérable des effectifs du syndicat, en même temps qu'à opérer le regroupement, même partiel, des tendances favorables au syndicalisme étudiant. Nous n'avons pas reçu de réponse officielle de l'UNEF Renouveau, bien que notre lettre ait été communiquée aux membres du Collectif National de cette organisation. Nous avons pris connaissance par la presse de déclarations de l'UNEF Renouveau selon lesquelles il s'agirait là d'une « manœuvre politicienne ». Mais nous savons bien, et ces dirigeants le savent également, que la lutte pour la réunification rencontre un grand écho parmi les étudiants, y compris les militants UNEF Renouveau. Les récentes initiatives prises par des militants de l'UNEF Renouveau, des étudiants socialistes, et d'autres tendances, de publier des déclarations en faveur de la réunification, prouvent que nous avons répondu là à un besoin profond ressenti par la masse des militants étudiants de toutes opinions.

JR : Comment s'est opérée la rentrée syndicale ?

F. Gascon : Les assemblées syndicales de rentrée ont réuni près de 3 000 militants de l'UNEF engagés dans des combats bien avant le début des cours, aux examens, aux inscriptions. Les assemblées ont élaboré, amendé, voté les chartes d'action pour le premier trimestre. C'est principalement des facultés de Médecine, où les conséquences du numerus clausus s'ajoutent à la pénurie des fonctions hospitalières, que sont venues de la part des nouveaux militants les plus nombreuses propositions d'action immédiate, d'implantation ou de renforcement du syndicat. Ainsi à Poitiers, quelques jours après l'assemblée syndicale, à l'appel de l'UNEF, s'est tenue une assemblée de 400 étudiants de PCEMI qui a pris les dispositions de combat pour l'intégration en PCEM2 de 23 étudiants qui, ayant la moyenne, n'avaient pas été admis en deuxième année.

JR : Le 10 octobre, un représentant du ministre de l'Éducation nationale a reçu une délégation du Bureau National de l'UNEF. Quelles revendications ont été présentées ?

Leclerc : Tout d'abord celles qui concernent directement la rentrée : l'ouverture des locaux et la nomination d'enseignants dans certaines disciplines où la pénurie est criante, le maintien d'enseignements menacés de disparition et notamment ceux de psycho-socio ; la nomination d'auxiliaires de l'enseignement à leurs postes ; l'extension à tous les rectorats des garanties obtenues à Paris concernant le versement des indemnités de perte d'emploi aux auxiliaires qui n'ont pas été réembauchés ou qui l'ont été en retard ; le versement d'indemnités aux diplômés de l'enseignement supérieur au chômage, 3 mois après l'obtention de leur diplôme.

— L'accès de tous les étudiants au diplôme et à l'emploi, le refus, en conséquence par l'UNEF du projet de CFPM du numerus clausus en médecine.

— les garanties d'exercice des libertés démocratiques dans tous les centres universitaires, — bien entendu le maintien des sursis, les garanties que tous les étudiants pourraient obtenir un diplôme d'enseignement supérieur avant leur service militaire. La suppression des sursis s'ajoutant au bon moment aux projets sélectifs pour éliminer lycéens et étudiants du droit aux diplômés. Le ministère n'a pas encore répondu aux revendications présentées par l'UNEF qui attend les réponses promises tout en engageant les actions là où se présentent les problèmes.

JR : Les dirigeants de l'UEC motivent leur hostilité à la réunification en déclarant qu'il existe une seule UNEF, la leur ; quant à ceux de la Ligue Communiste, ils s'efforcent de rassembler l'union sacrée incluant les premiers contre « L'UNEF-AJS », « plus moribonde que jamais ». Les uns et les autres s'accordent à déclarer que l'UNEF est une simple dépendance de l'AJS.

Alain Leclerc : Il est pour le moins paradoxal d'entendre à la fois les dirigeants-matamores de l'UEC se gausser de la non-représentativité de l'UNEF et se garder surtout d'une quelconque confrontation des tendances permettant de faire jouer la loi démocratique de la majorité. Nous avons tenu au vu et au su de tout le monde, des assemblées de rentrée dans toutes les villes de France. Chacun a pu y constater le caractère démocratique de l'UNEF et la présence en son sein de milliers de syndiqués qui n'ont rien à voir avec l'AJS et considèrent à juste titre l'UNEF comme une organisation indépendante, comme leur organisation. Nous nous rendons bien volontiers à de telles assemblées si l'UNEF Renouveau en organise de semblables. Mais nous ne pouvons que constater que les dirigeants de l'UNEF Renouveau craignent par-dessus tout la moindre confrontation, permettant de faire progresser l'unité. De fait, l'expérience montre que lorsque dans une faculté, sous la pression des étudiants, l'unité est imposée, s'organisent immédiatement délégations, actions communes, de l'UNEF et de l'UNEF Renouveau, ce qui confirme le caractère réaliste de l'orientation de réunification. Quant à la FNCL, expression avortée de toute l'orientation de la Ligue Communiste visant à regrouper toutes les tendances du gauchisme hostile au syndicalisme, il n'y a, pour l'instant, pas grand chose à en dire, car nous n'avons pas connaissance, depuis le 15 septembre dans les facultés, d'action ou d'expression propre de la FNCL qui soit distincte des cellules ou des comités rouges de la Ligue Communiste.

Il reste qu'on ne peut à la fois reprocher à l'UNEF une absence de représentativité et se dérober au débat sur la réunification du syndicalisme étudiant. Cela ne peut vouloir dire qu'une chose : c'est que dirigeants de l'UEC, dirigeants de la Ligue Communiste ou du gauchisme se satisfont de l'actuelle division des étudiants. Nous serions là plus proches de la vérité.

JR : L'UNEF vient de rencontrer les Commissions Ouvrières d'Espagne et organise avec elles un meeting de solidarité le 27 novembre à la Sorbonne. A ce propos, quelle est depuis la dernière réunion du Comité exécutif de l'UIE à Varsovie, le 10 février 1972, l'orientation internationale de l'UNEF ?

Philippe R. : L'UNEF est toujours membre du Comité exécutif de l'UIE. L'UNEF attend de reconstruire la mission d'information de l'UIE chargée d'enquêter sur place afin d'arriver à l'unité du mouvement étudiant français puisque telle était la décision du Comité exécutif de Varsovie. L'orientation de l'UNEF est inchangée, fondée sur l'unité internationale des travailleurs et des étudiants, elle a été défendue au dernier lors de la Conférence des organisations de jeunesse à Helsinki. Elle s'est affirmée par la participation de l'UNEF à la manifestation du 15 octobre contre l'impérialisme, par l'intervention de l'UNEF aux journées des 28 et 29 octobre pour la libération des emprisonnés politiques dans les pays de l'Est. C'est cette même orientation qui amène l'UNEF à convoquer en janvier une Conférence internationale des organisations syndicales et politiques étudiants afin qu'elles confrontent leurs appréciations sur les leçons des luttes étudiantes depuis 1968.

Quelle est la signification de l'Assemblée générale de l'UNEF les 9 et 10 décembre à Orsay ?
Sérac : C'est la première échéance de la campagne pour la réunification de l'UNEF. Notre objectif est d'abord celui d'un renforcement considérable de l'UNEF. Les assemblées générales qui se tiendront dans toutes les facultés devraient rassembler à chaque fois plusieurs centaines d'étudiants. Les délégués élus seront représentatifs de ces assemblées, définissant l'orientation, élargissant la direction. D'ores et déjà, nous savons qu'il y aura parmi eux de nombreux militants de l'UNEF Renouveau. Mais nous ne menons pas une campagne de débauchage. Jusqu'au 10 décembre et après, nous poursuivrons la campagne pour l'unité tout de suite sur les revendications. Nous savons qu'au bout du compte l'unité sera gagnante.



UNEF : tous au grand meeting de solidarité

TODOS AL GRAN MITIN DE SOLIDARIDAD

UNEF-COMMISSIONS OUVRIÈRES D'ESPAGNE

pour la réunification de l'UNEF

lundi 27 novembre à 20 h 30

à la Sorbonne

Septembre 71 : Les travailleurs de la construction de Madrid sont en grève. La police de Franco tire : 1 mort, 1 militant du PC d'Espagne.

Novembre 71 : Les travailleurs de la Seat engagent la grève avec occupation, appuyés par la majorité de la population : un seul moyen pour la police de Franco ; la répression la plus sanglante. De nouveau 1 mort dans les rangs ouvriers.

Mars 72 : El Ferrol : chacun s'en souvient. Là encore, la police franquiste tire pour briser la grève, les piquets ouvriers, la solidarité active de la population avec les grévistes. Deux travailleurs de l'entreprise Bazan sont tués.

Septembre 72 : Les travailleurs de Citroën-Hispania à Vigo engagent la grève le 9 septembre pour la réduction de la semaine de travail à 44 h, contre la hausse effrénée du coût de la vie, contre l'intensification infernale des cadences. Forts de l'expérience de leurs camarades d'El Ferrol, les piquets ouvriers parcourent la ville en appelant à la grève. Le mouvement s'étend ainsi à toute la métallurgie, aux chantiers navals et à de nombreuses entreprises qui ont été occupées par les ouvriers. Après les usines, ce sont les transports et les entreprises commerciales qui suivent. Les organisations ouvrières ont appelé à la grève générale.

Dans de nombreuses usines, les travailleurs se réunissent en Assemblée générale quotidienne afin d'organiser la lutte. Un comité de grève est constitué. La répression s'abat : la police et la garde civile de sept provinces se concentrent en Galice pour réprimer la grève et les nombreuses manifestations de rue.

Les travailleurs de Galice, isolés du reste des travailleurs espagnols, leur héroïque grève est étouffée peu à peu.

Mais les faits le démontrent : la classe ouvrière espagnole est engagée dans un combat résolu pour en finir avec le régime franquiste, entraînant derrière elle les autres couches de la population, les étudiants, comme le témoignent la grève des étudiants de Médecine en janvier 72, laquelle dure encore, les manifestations des ménagères au Pays Basque contre la hausse des prix.

De tous côtés s'exprime la volonté de la classe ouvrière et des masses espagnoles au travers de leur combat pour arracher les libertés démocratiques et syndicales, pour leurs légitimes revendications, d'en finir avec l'état franquiste et d'imposer la solution ouvrière : le gouvernement de l'alliance ouvrière, expression dans ce pays de front unique ouvrier, du gouvernement des organisations ouvrières.

Ainsi, au travers de tous ces combats, malgré la répression franquiste, contre cette répression, une seule et même exigence : **unité de classe contre Franco !**

La féroce répression d'un régime aux abois n'y fera rien. Les travailleurs organisés dans leurs commissions ouvrières, organes de lutte créés dès 1960, traduisant l'aspiration de cette classe à reconstruire un syndicat indépendant, pour la défense des libertés démocratiques, cherchent à reconstituer leur front de classe contre Franco et faire le lien avec le combat international du prolétariat, en particulier le prolétariat français.

C'est cette solidarité prolétarienne agissante, effective que l'AER doit exprimer en appelant au meeting de l'UNEF et des Commissions Ouvrières d'Espagne le 27 novembre à la Sorbonne.

A l'heure où, pour renforcer la répression, Franco fait appel à Pompidou pour l'aider dans sa triste besogne au travers des accords Franco-Marcelin immédiatement appliqués par l'interdiction de l'ETA en France, l'expulsion de militants ouvriers espagnols.

A l'heure où la classe ouvrière espagnole engage toute sa combativité et ses forces pour en finir avec les tortionnaires franquistes, l'appel de l'UNEF et des Commissions Ouvrières d'Espagne à la solidarité agissante du mouvement ouvrier et démocratique de France doit être entendu dans toutes les facultés.

Contre la solidarité de classe de Franco-Pompidou, la solidarité de la classe ouvrière doit s'exprimer avec force car c'est un lien unique qui relie le combat des travailleurs espagnols et français : la lutte pour leur émancipation, pour en finir avec l'exploitation capitaliste, la lutte pour la révolution socialiste.

C'est la tâche de l'AER que d'organiser ce combat, de regrouper les combattants pour le socialisme à l'université.

L'appel à la solidarité internationale de l'UNEF et des Commissions Ouvrières d'Espagne sera entendu.

**POUR EN FINIR AVEC FRANCO LE BOUCHER !
 POUR ARRACHER LES LIBERTÉS
 SYNDICALES ET POLITIQUES !
 POUR LA LIBERATION DE TOUS
 LES MILITANTS OUVRIERS EMPRISONNÉS !
 VIVE LA CLASSE OUVRIÈRE
 ESPAGNOLE EN LUTTE !
 TOUS AU MEETING DE L'UNEF ET
 DES COMMISSIONS OUVRIÈRES D'ESPAGNE
 LE 27 NOVEMBRE A 20 h 30
 DANS LE GRAND AMPHI DE LA SORBONNE.**

DEBRÉ LA MORT



DEFENSE NATIONALE : 34 800 millions de francs cette année, soit : 17 % du budget total. 3,10 % du produit national brut.

ENTRE 70-72 : + 6,2 % d'augmentation dans le budget.
 Entre 70/71 : + 6,2 % d'augmentation dans le budget.
 Entre 71/72 : + 8,1 %.
 Entre 72/73 : prévu + 11,8 %.

- Seulement, en ce qui concerne la protection des forces nucléaires, en un an il est prévu que le budget passe de 4 à 28 millions.
- Un régiment d'engagés supplémentaires sera créé pour la force terrestre d'intervention en cas de crise.
- 8 35 Mirage-5 vont être récupérés d'Israël pour renforcer la force aérienne tactique.

Baisse des ventes d'armes :
 - 40 % de moins qu'en 71 notamment dans l'Aéronautique.
 - Mais tout de même 2085 millions de F.

Ceci en raison des contrats passés avec le Moyen-Orient et l'Amérique latine les années précédentes.

SURSIS :
 A. Bignon (UDR) : « Un jeune homme n'accepte volontiers de quitter provisoirement son métier et d'être séparé de sa famille qu'à la seule condition d'exercer à l'armée une tâche intéressante et qui lui paraît utile. Cela suppose qu'un plus grand nombre d'entre eux au lieu d'être affectés dans des bureaux servent dans des unités combattantes. »

Debré : « Le service militaire rend un service inouï à la nation, notre effort militaire assure l'autorité de la France dans le monde et toutes les opérations publiques montrent que le peuple conserve une confiance aussi grande sinon plus grande que jamais dans notre armée. »

« Nous demandons à tous ceux qui portent l'uniforme de se montrer d'autant plus parfait que leurs performances doivent rendre impossible tout conflit. Cela exige une discipline morale rigoureuse. »

ECONOMIE :
 Debré : « Les écoles d'artillerie seront regroupées dans le Var ; ceci donnera une activité que rien n'aurait remplacé. »

« Dans le Larzac... L'austérité du pays, le vent, la neige laissaient peu de chances à l'implantation d'activités quelconques. »

Plus loin il se félicite que « l'implantation de l'armée au Larzac ne nuira qu'à... 100 tonnes de Roquefort. »



● vie de l'ucl :

EN PROVINCE :

CREIL : Le cercle UCL de Creil a préparé la manifestation du 15 octobre contre l'impérialisme US et les journées d'étude des 28 et 29 octobre pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est en organisant deux réunions politiques regroupant chacune environ 20 lyciens. La première, sur le thème « impérialisme et bureaucratie », a abouti à la publication d'un communiqué commun avec un militant de la JC pour la préparation de la manifestation.

La deuxième, sur la lutte pour la libération des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est, s'est conclue par un soutien financier permettant la participation de six militants aux journées d'étude. Depuis le dernier Collectif national de l'AJS, 8 lyciens ont adhéré à l'AJS.

P.S. : à la suite du communiqué commun AJS/JC, le Bureau fédéral a annoncé que le militant auteur du communiqué était exclu de la JC.

NANTES : Des réunions régulières regroupant 5 lyciens sont organisées. Deux cercles UCL sont constitués. Sur le lycée de Beudonnières, qui est un nouveau lycée, de nombreux problèmes matériels se posent à cette rentrée. Après une réunion de l'UCL, les camarades décident d'adresser aux parents et aux syndicats enseignants une lettre demandant une réunion d'information à laquelle seraient invités tous les élèves. Les parents et les syndicats (SMETAA-CGT, SGEN) répondent favorablement — pas de réponse du SNES. L'UCL dans le même temps fait circuler dans les classes un cahier de revendications. Le mercredi 25 octobre a lieu une réunion générale de l'UCL avec 15 participants où la discussion s'oriente sur la préparation de la Conférence pour la libération des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est qui aura lieu le 3 novembre.

Prospectives du cercle UCL : AG parents-professeurs-élèves, à Beudonnières, diffusion massive du tract national, participation de lyciens au cercle local.

ANTIBES : Dès la rentrée avait été engagée par les militants de l'UCL une émission avec les militaires de la JC dont le résultat est positif. Cette discussion avait abouti à la préparation d'une réunion commune des cercles JC et AJS appelant les lyciens à venir débattre ensemble du Programme Commun et de la Tchecoslovaquie. Craignant le processus unitaire qui commençait à se développer puisque discussion avait été prise de faire une banderole commune pour la manifestation de 14 octobre, l'appel solennel, par ses représentants, a empêché la tenue de la réunion qui devait avoir lieu au local du PCF d'Antibes.

Le cercle UCL a réalisé une adhésion à l'AJS, vendu 15 « JR », obtenu 20 signatures, pour la libération des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est.

● DEBRÉ AUX LYCÉENS : LES SURSIS ? SUPPRIMÉS ROMPEZ !

lauréat, soit en fin de 1^{er} cycle d'Etudes Supérieures.

En cas d'échec au bac.

2) les lycéens ne pouvant obtenir un report d'incorporation à 21 ans sont dans l'obligation d'effectuer leur service militaire avant de terminer leurs études secondaires.

La signification de la loi Debré.

Par le moyen de cette loi, le gouvernement entend renforcer la sélection déjà massive opérée entre les études secondaires et les études supérieures, et qui plus est, instituer pour des milliers d'étudiants un barrage en fin de premier cycle. Sélection dans les lycées, lorsque l'on connaît la proportion d'échecs au baccalauréat, et que l'on sait que le report d'incorporation n'est qu'une faveur. Sélection dans les facultés, en dissuadant les étudiants de reprendre leurs études après le service militaire.

Embrigadement : en diminuant l'âge d'incorporation, le gouvernement entend « façonner le sens civique et moral des jeunes » lorsque leur esprit est plus « malléable ».

Chantage aux reports d'incorporation : les reports d'incorporation étant une faveur, la concurrence, les pressions, les chantages sont introduits là où existaient des garanties.

Economies du grand capital et de l'Etat : les reports d'incorporation seront accordés « selon les impératifs de l'intérêt national ». M. Debré, lors de la discussion de la loi à l'Assemblée Nationale, déclarait : « Il y a au-delà de 21 ans un contrat passé avec l'Etat en fonction de l'intérêt que présente pour la nation la poursuite de certaines études, l'allongement du report d'incorporation à la fin de ces études. »

La loi Debré de suppression des sursis constitue une agression contre la jeunesse, en particulier contre la jeunesse scolarisée (lycéens et étudiants). La bourgeoisie tente d'opposer la jeunesse travailluse aux jeunes intellectuels en pré-

textant de l'égalité de toutes les couches devant le service militaire. Le droit au sursis, de même que le droit aux études, le droit au travail, est un acquis du mouvement ouvrier tout entier. Il est supprimé dans le même temps où le gouvernement s'attaque chaque jour davantage aux conditions matérielles d'existence des travailleurs. C'est de la lutte contre le gouvernement Pompidou-Messmer, de la lutte pour le socialisme, qu'il s'agit. C'est pourquoi l'UCL engage dès maintenant, en se donnant tous les moyens nécessaires, une campagne nationale de mobilisation pour l'abrogation de la loi Debré, pour le maintien des sursis, et ouvrera pour dans chaque lycée, regrouper par centaines, les lycéens pour l'abrogation de la loi Debré.

Chaque cercle de l'UCL organisera des réunions sur le thème : embrigader la jeunesse : tel est l'objectif de Michel Debré. M. Debré, les lycéens ne veulent pas de votre loi !



Mais qu'est-ce que la loi Debré ? Les dispositions essentielles de la loi du 16 juin 1970 :

- 1) A compter du 1.11.1970, le service militaire est ramené à 12 mois pour les classes correspondantes.
- 2) Les appelés ont la possibilité de « choisir » leur âge d'incorporation entre 18 et 21 ans. Ils ont le droit de vote après avoir effectué le service national.
- 3) Les sursis disparaissent en tant que tel. Mais certains peuvent différer l'appel jusqu'à 25 ou 27 ans. Ce sont les étudiants en Médecine, Pharmacie, Chirurgie dentaire, qui effectueront leur service national dans un corps spécial de la Santé (procédure particulière aussi pour les élèves de Grandes Ecoles et Préparatoires qui pourront bénéficier d'un report d'incorporation jusqu'à leur concours d'entrée ou jusqu'à leur sortie de Grande Ecole).
- 4) Les jeunes appelés pourront accomplir leur service national dans la Gendarmerie ou les unités chargées de la protection civile.
- 5) Le Conseil de Révision est supprimé.

Les conséquences de la loi pour les lycéens :

- 1) L'âge d'incorporation étant situé entre 18 et 21 ans, les lycéens bacheliers devront effectuer leur service militaire soit immédiatement l'année d'après le baccalauréat, soit en fin de 1^{er} cycle d'Etudes Supérieures.

Mais qu'est-ce

par JOSETTE LOGEREAU



Les journaux nous le disent, que ce soit « Le Monde », « Le Figaro », ou « Rouge » (hebdomadaire de la Ligue communiste), la CFDT, c'est Thiorville, et les luttes « dures » des Nouvelles Galeries, la CFDT, c'est un projet « d'autogestion », de planification, où chaque homme est responsable, « libre ».

On pourrait citer encore de ces luttes « dures » soutenues par la CFDT, de ces combats des minorités opprimées, de ces foyers de résistance, pour lesquels elle combat. En résumé, la CFDT défraie la chronique comme l'ultra-gauche du mouvement ouvrier français, comme l'organisation syndicale la plus radicale de ce pays.

Pourtant, certains parlent de hiérarchie catholique, de syndicat chrétien, de diviseurs, de révolutionnaires de la phrase...

Ainsi, il y a à peine un mois, un tract CGT et CGT-FO de Nantes, explique, pendant la grève du bâtiment à Nantes : « Entre temps, la CFDT a cru devoir exprimer publiquement une revendication différente et qui ne tient pas compte de ce qu'exigent les travailleurs en lutte... et c'est pourquoi la CGT et CGT-FO ont indiqué à la CFDT que sa position ne pouvant entraîner que la division, elles lui demandent de se joindre aux 0,40 F, faute de quoi elles prendraient acte du fait que la CFDT met en cause l'unité d'action... »

Alors que cette grève des travailleurs du bâtiment à Nantes a été menée dans l'unité des organisations syndicales (CGT et CGT-FO) et des travailleurs, à travers des comités de grève et un comité central de grève, sur la base de la revendication de 0,40 F d'augmentation de salaire, la CFDT « de combat » est apparue clairement aux travailleurs comme un facteur de DIVISION, et a été par là-même rejetée.

Pour comprendre la véritable nature de la CFDT, et quels intérêts en définitive elle défend, il faut savoir d'où elle est issue, ses fondements, son programme d'action.

UN PEU D'HISTOIRE

C'est en 1964, au cours d'un congrès extraordinaire, que la CFTC décide de se transformer en CFDT, adoptant outre le nouveau titre, de nouveaux statuts.

La CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) est née à la fin du 19^e siècle, d'une initiative d'un Frère des écoles chrétiennes, le Frère Héron. Pour faire partie de cette organisation, il faut être employé, catholique, honorer sa foi par une bonne réputation.

C'est seulement en 1919 que se constitue la CFTC en tant que telle, comme confédération des différents syndicats existants.

Les statuts, adoptés en 1920, commencent par cet article :

« La Confédération entend s'inspirer dans son action de la doctrine sociale définie dans l'Encyclique « RERUM NOVARUM ». [Cf. plus loin le contenu des encycliques sociales de l'Eglise.]

Jusqu'en 1964, date de la « transsubstantiation » en CFDT, la CFTC tente déjà de s'adapter au mouvement de la classe ouvrière, d'abord en « s'étirant » à tous les travailleurs chrétiens, et non plus seulement catholiques, commençant à prendre un ton « laïque » et « gauche ».

POURQUOI LA CFTC ? POURQUOI LA CFDT EN 1964 ?

Les fondements de la CFTC nous en donnent l'explication : face à une société fondée sur les contradictions sociales, où les travailleurs remettent en cause, par leur mouvement, la société, les rapports de production, la propriété privée, il faut constituer, au sein même de la classe ouvrière, une organisation qui SAUVE la propriété, qui sauve les rapports de production existants ; ce n'est rien d'autre que la doctrine sociale de l'Eglise. Ainsi, la CFTC, fondée effectivement par l'Eglise catholique, ne l'a été que pour constituer, dans le mouvement ouvrier, un OBSTACLE à l'émancipation des travailleurs. C'EST LA LE

ROLE OBJECTIF JOUE PAR LA CFTC, ET QUI CORRESPOND PLEINEMENT A SES FONDEMENTS. LA CFTC N'EST PAS LE PRODUIT DU COMBAT DES TRAVAILLEURS, DANS LEUR RESISTANCE A L'EXPLOITATION CAPITALISTE. LA CFTC N'EST PAS UNE ORGANISATION OUVRIERE, MAIS UN SYNDICAT JAUNE.

POURQUOI CFDT, EN 1964 ?

C'est donc la CFTC qui, dans un congrès, décide de modifier son titre et ses statuts ; il n'y a donc pas rupture entre la CFTC et la CFDT, l'une est la continuité de l'autre, ce qui apparaît en particulier dans le fait que les congrès de la CFDT continuent ceux de la CFTC.

La CFDT (Confédération française démocratique du travail) n'est ainsi que la forme adaptée à la lutte des classes, au mouvement de la classe ouvrière, qui permet à la CFTC de continuer à jouer son rôle d'obstacle sur le chemin de l'émancipation des travailleurs.

LES PRINCIPES D'HUMANISME DE LA CFDT : LES ENCYCLIQUES SOCIALES DU VATICAN

Pour la claire compréhension des choses, voici quelques extraits de l'Encyclique « RERUM NOVARUM », contenu de l'article 1^{er} des statuts de la CFTC, mais qui sont tout autant ce fameux « HUMANISME CHRETIEN » auquel se réfèrent les principes de la CFDT.

« Le premier principe à mettre en avant, c'est que l'on doit accepter cette condition de la nature humaine qui rend IMPOSSIBLE dans la société civile l'élevation de tous au même niveau.

En premier lieu, il faut que les lois publiques soient pour les propriétés privées UNE PROTECTION ET UNE SAUVEGARDE.

L'erreur capitale, c'est de croire que les deux classes sont ENNEMIES nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les prolétaires pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné. C'est une aberration, car ces deux classes sont destinées par la nature à S'UNIR HARMONIEUSEMENT dans un parfait équilibre.

QUELQUES EXTRAITS DES STATUTS DE LA CFDT

Un préambule précède les statuts tels qu'ils ont été adoptés en 1964. « La Confédération affirme sa volonté d'être une grande centrale démocratique répondant pleinement aux aspirations des travailleurs. Soulignant les efforts des différentes formes de l'humanisme, dont l'humanisme chrétien, à la définition des exigences fondamentales de la personne humaine et de sa place dans la société, elle entend développer son action en restant fidèle à un syndicalisme idéologique fondé sur ces exigences qui demeurent les siennes. »

Quant à l'article III, il précise que la CFTC prend le titre de CFDT.

LES CONFESSIONS D'UN CEDETISTE HORS DE TOUT SOUPÇON : EUGENE DESCAMPS

Dans son autobiographie « Militier », Descamps (1) explique, quand on lui demande ce qu'a dit la hiérarchie catholique de la transformation de la CFTC en CFDT : « Si je rencontrais d'autres évêques ou des professeurs de théologie bien au fait de l'évolution des esprits et des institutions, ceux-là disaient : oui, c'est de votre responsabilité. Si vous êtes médecin, soyez un bon médecin et agissez en chrétien dans la pratique médicale. Soyez donc de bons syndicalistes et vivez en chrétiens, avec les exigences de votre foi, dans votre action syndicale. »

Descamps ajoute que dans cette transformation, « il n'y avait absolument pas d'abandon de ce qui touchait à la morale naturelle ». Ou'est-ce que la morale naturelle si ce n'est celle des inégalités sociales, celle de la classe dominante ?

Ainsi, non seulement la hiérarchie catholique n'a pas soutenu ceux qui ont continué sous le sigle CFDT, mais ELLE A APPROUVE LA TRANSFORMATION CFDT, PARCE QU'ELLE NE REMETTANT PAS EN CAUSE SES PRINCIPES CHRETIENS EN MATIERE SOCIALE. On le voit, la nature de l'organisation, son rôle, n'ont pas changé avec le changement de sigle en 1964, comme veut le faire croire la ligue communiste.

PERSPECTIVES ET STRATEGIE DE LA CFDT

Les différents éléments qui suivent sont extraits d'un rapport fait au 35^e Congrès, de mai 1970.

« Les travailleurs sont tenus à l'écart des centres de décisions, dont cependant dépend l'essentiel de leur vie ; le pouvoir s'éloigne de plus en plus de la base et se concentre, suite au phénomène général qui entraîne les entreprises vers le gigantisme. Cet éloignement est géographique et structurel.

L'autogestion, c'est la gestion des entreprises par les travailleurs, mais aussi de l'ensemble de l'économie et de la cité par le peuple. L'autogestion répond au besoin fondamental de responsabilité, de justice et de liberté chez les travailleurs. ELLE EST DE NATURE A CREER UN TYPE NOUVEAU DE RAPPORTS SOCIAUX BASES SUR L'EQUALITE ET LA SOLIDARITE EFFECTIVES. (C'est nous qui le soulignons).

Ainsi, par ce renversement des fondements de l'autorité

et du système de décision, chaque travailleur est concerné par l'activité de l'ensemble.

Les luttes ouvrières et étudiantes de mai-juin 68 ont révélé au sein des masses populaires d'extraordinaires possibilités de mobilisation sur les objectifs qualitatifs de structures, de pouvoir, d'accès aux responsabilités.

L'action ainsi orientée vers la rupture des structures de la société capitaliste ; la contestation d'un pouvoir arbitraire et centralisé ; les conquêtes partielles résultant du rapport des forces, tout cela développera une aspiration irréversible à la responsabilité et contribuera à préparer les conditions de passage et de réalisation de la société socialiste. »

Arrêtons-nous dans ces citations, et essayons de dégager ce que tout cela veut dire.

— Qu'est-ce que la « rupture des structures de la société » ?

— Qu'est-ce que cette « aspiration irréversible à la responsabilité » ?

— Laquelle préparer « les conditions de passage à la société socialiste » ?

— Qu'est-ce que des « objectifs qualitatifs de structures » ?

Comme on le voit, le vocabulaire de 1920 a changé, mais derrière les mots, c'est le même contenu, c'est le même objectif qui est poursuivi.

On part des aspirations réelles des travailleurs : refus d'une société où règnent l'injustice, l'inégalité, aspiration à

(1) ancien président de la CFDT.
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

que la CFDT ?



GAMMA

une société socialiste. On part de cela, mais ON NE DONNE PAS LE SEUL MOYEN QUI PERMET DE REALISER CES ASPIRATIONS, LE RENVERSEMENT DU POUVOIR DE LA BOURGEOISIE, L'ETAT BOURGEOIS, ET L'INSTAURATION DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT. A L'inverse, on avance l'autogestion des entreprises, comme moyen sans poser le problème de qui détient le pouvoir centralisé au niveau de l'Etat. Et on enferme ainsi les travailleurs dans des luttes « qualitatives » de structures, pour une autogestion, impossible, quand le problème du pouvoir centralisé n'est pas posé.

La CFDT remplit ainsi le rôle qui est le sien, celui-là même fixé par les principes d'humanisme chrétien : maintien de l'ordre bourgeois, sauvegarde de la propriété privée, et cela en MYSTIFIANT LA CLASSE OUVRIERE, TROMPEE PAR LA PHRASEOLOGIE REVOLUTIONNAIRE.

LA CFDT ET CEUX QUI LA SOUTIENNENT

Mais la CFDT n'est pas seule dans son travail de mystification des travailleurs : elle est aidée en cela par la ligue communiste et le PSU, qui cherchent à faire croire que cette organisation syndicale est bien une organisation ouvrière, partie intégrante du mouvement ouvrier français. A cet égard, il est intéressant de voir comment la Ligue, dans sa brochure « Pour une CFDT lutte de classe », raconte le passage de la CFTC en CFDT : « Mais au fur et à mesure que la CFTC se transforme en syndicat professionnel implanté surtout chez les employés, EN CENTRALE OUVRIERE, se détache un courant s'opposant à la hiérarchie catholique, et pour cela plus proche des intérêts de la classe ouvrière : les Mirantaires.

Dans la mesure où ils veulent défendre les ouvriers (quelle que soit leur confession) et non plus la hiérarchie catholique, ces militants furent amenés à lutter pour la déconfessionnalisation de la centrale syndicale. Ainsi naquit en 1964 la CFDT. »

Premièrement, la Ligue, si elle dit que la CFTC fut dirigée par « l'appareil ecclésiastique », ne montre pas quel fut le but de la constitution d'une telle organisation, à savoir concilier les classes, défendre l'ordre bourgeois dans les rangs même de la classe ouvrière. OR, C'EST CELA QUI CARACTERISE LA NATURE DE CLASSE DE CETTE ORGANISATION : ORGANISATION BOURGEOISE AU SEIN DE LA CLASSE OUVRIERE.

Ensuite, la Ligue passe aisément de la CFTC à la CFDT, en dépit des principes élémentaires de l'analyse scientifique dont pourtant elle se réclame, comme si les idées politiques que pouvaient avoir ceux qu'ils appellent les « Mirantaires », pouvaient changer la nature de classe d'une organisation.

D'autant qu'on pourrait parler longuement de ces « mirantaires » : Eugène Descamps, Edmond Maire, Jeanson, pour ne citer que les plus connus, de prêtres-ouvriers, seraient-ils devenus, un beau jour de 1964, des militants ouvriers ?

Mais les textes de la CFDT eux-mêmes, comme on a pu le lire plus haut, sont très clairs sur cette transformation : la CFTC a seulement pris le nom de CFDT, mais n'a pas cessé pour autant de se réclamer des principes de l'humanisme chrétien, n'a pas cessé pour autant d'être l'agent de la hiérarchie catholique dans les rangs de la classe ouvrière.

Le marxisme est chose sérieuse, la lutte de classes aussi, et des révolutionnaires qui s'en réclament ne peuvent jouer avec les organisations en dépit de leur nature de classe.

Mais, comme en politique, rien n'est gratuit, si la ligue communiste à cette attitude envers la CFDT, c'est pour une

ILLUSTRONS...

L'action « syndicale » d'un éminent conseiller confédéral de la CFDT : Jacques Delors.

Quand M. Chaban-Delmas était Premier ministre, Jacques Delors était conseiller auprès de lui, pour les Affaires sociales et culturelles.

A ce titre, il était responsable du comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale.

Or, c'est précisément de ce comité qu'est issue la loi sur la formation professionnelle, et les différents accords sur la promotion sociale et la formation permanente.

Par ailleurs, il s'est consacré aux carrières préfectorales ; mais nous n'insistons pas sur cet aspect de son œuvre, la loi sur la formation professionnelle présentant beaucoup plus d'intérêt.

Les jeunes, les enseignants seront ainsi heureux d'apprendre que cette fameuse loi, votée le 16 juillet 1971 (préparée par les accords de juillet 1970), qui subordonne l'enseignement technique, et toute la formation professionnelle en général, aux intérêts du patronat français, aux intérêts de la bonne marche du capital, que cette loi, donc, a été préparée, mise à jour par un conseiller confédéral de la CFDT.

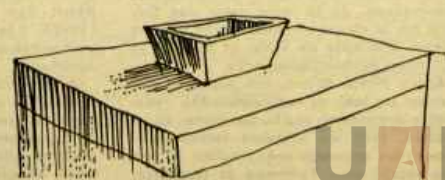
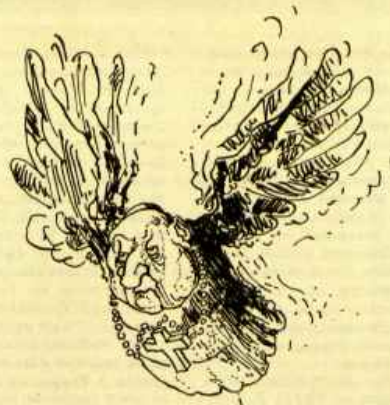
Mais, en vérité, il n'y a là rien d'étrange, rien de contradictoire : nous l'avons vu tout au long de cet article, la CFDT est un agent de la hiérarchie catholique au sein du mouvement ouvrier, toute la politique de la CFDT a pour but de maintenir l'exploitation capitaliste, et toutes ses perspectives d'autogestion sont dans ce cadre. Rien d'étonnant donc à ce que Delors soit à l'origine d'une loi qui détruit l'enseignement technique, qui subordonne la formation des jeunes travailleurs aux intérêts des patrons.

raison précise : parce qu'elle ne veut pas affronter les appareils contre-révolutionnaires qui campent dans le mouvement ouvrier, en étant la direction de ce mouvement, elle se situe là où ces appareils ne sont pas, mais précisément LA OÙ LA CLASSE N'EST PAS, LA OÙ LES REVOLUTIONNAIRES DOIVENT MENER LE COMBAT POUR DISPUTER LA DIRECTION DE LA CLASSE AUX APPAREILS.

Enfin, par cette attitude, la ligue communiste contribue à tromper, et les militants qui ont adhéré à la CFDT, du fait des appareils, croyant sincèrement combattre dans un syndicat ouvrier, et l'ensemble des travailleurs, sur une prétendue CFDT lutte de classe.

Et ainsi, à propos de la grève du bâtiment à Nantes, « Rouge » s'étonne de l'attitude de la CFDT. « Le moins que l'on puisse dire, c'est que la CFDT n'a pas compris la dynamique unitaire que cette revendication pouvait avoir sur la lutte. » Question : pourquoi cette incompréhension de la CFDT ? Les travailleurs du bâtiment, eux, ont compris : ils ont rejeté la CFDT de leur mouvement.

après l'Assemblée
des Evêques :
prêtre votant UDR
en songeant
à l'autogestion



UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

JOURNÉES D'ÉTUDES DES 28 ET VIVE LA



APPEL COMMUN AJS/UEC DIFFUSÉ A MONTPELLIER

Nous, militant de l'U.E.C. et militant de l'A.J.S., qui combattons dans notre pays pour un gouvernement ouvrier rompant tout lien avec la bourgeoisie et s'engageant à satisfaire toutes les revendications des travailleurs et de la jeunesse, qui combattons pour le socialisme à l'échelle internationale,

nous soutenons le combat mené par les militants du Printemps de Prague en Tchécoslovaquie et dans les Pays de l'Est, le combat mené par des milliers de jeunes et de travailleurs contre ceux qui ont usurpé les conquêtes d'Octobre acquises par la glorieuse révolution, contre ceux qui, au moyen des chars, des internements, des procès, veulent faire taire la voix du socialisme.

Il n'y parviennent pas totalement. Mais ces milliers de combattants ont besoin de l'unité internationale du prolétariat.

C'est pour forger cette unité nécessaire et faire un pas décisif pour la constitution de la Commission internationale ouvrière d'Enquête dans les Pays de l'Est que nous soutenons le rassemblement des 28 et 29 octobre à la Mutualité, pour la libération de tous les emprisonnés politiques dans les Pays de l'Est, pour une Tchécoslovaquie socialiste, pour le SOCIALISME !

Jean-Paul S., militant de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme
Serge B., militant de l'Union des Étudiants communistes

APPEL DISTRIBUE DANS LES AGENCES DE PUBLICITE

Jeunes travailleurs du secteur publicité (graphistes, metteur en page, maquettistes, retoucheurs, secrétaires, assistantes) nous sommes déjà réunis, nous avons déjà discuté de la répression qui frappe les militants communistes en Europe de l'Est et plus particulièrement en Tchécoslovaquie et en URSS.

Nous avons participé activement à la campagne internationale pour la libération de Dušek Pachman. Nous nous sommes réjouis du succès de cette campagne, mais nous savons que cette victoire n'est qu'un premier pas.

Nous savons que depuis les vacances une nouvelle vague de procès s'est engagée en Tchécoslovaquie.

Nous savons que Jiri Mueller et Tesar Pesar dirigeants de l'Union des étudiants tchécoslovaques en 1968, ont été condamnés à de lourdes peines de prison.

Nous savons que L. Trepper, dirigeant de l'orchestre rouge adhérent de la première heure du parti communiste polonais ne peut quitter la Pologne pour défendre ses droits et pour rejoindre sa famille en exil.

Nous savons que des dizaines de militants sont traqués, arrêtés, condamnés parce qu'en URSS et dans les pays de l'Est, ils défendent les conquêtes d'octobre, ils combattent pour le retour à Lénine.

Jeunes travailleurs de toutes tendances syndicales ou politiques, nous pensons que la lutte pour le socialisme est indivisible.

C'est dans ce sens que nous nous engageons à discuter de ces questions autour de nous, à faire prendre position militants politiques, et syndicalistes, à recueillir du soutien financier qui sera versé au Comité pour la libération immédiate de tous les emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est.

C'est pourquoi nous soutenons le rassemblement national pour la libération des emprisonnés politiques en Europe de l'Est convoqué les 28 et 29 octobre à la mutualité.

Signé par : François L., Marc E., Jean Noël F., Régine B., Annette C., Joannie K., Muriel D., Annie J., Annie C., Daniel L., Simone R., Nicole R., Olivier F., Alain S.

Hemeroteca General CEDOC

« Partisans de la dictature du prolétariat, nous défendons ses militants, nous défendons les emprisonnés politiques qui luttent pour la défense et la reconquête des acquis et des valeurs de la révolution d'Octobre 1917 en URSS ».

C'est ainsi que Ch. Berg expliquait pourquoi notre organisation a soutenu le combat pour ces journées d'études. 27 orateurs, et de nombreux messages. 3 500 personnes présentes en permanence à ce rassemblement, présidé par A. Chailier. 27 orateurs parmi lesquels : le docteur Schwarzenberg, de l'institut de cancérologie, le docteur Aymé, de l'hôpital psychiatrique de Moissel. Jiry Pelikan, Yan Sling membres de l'Opposition socialiste en Tchécoslovaquie.

Valerio Occhetto, journaliste italien (emprisonné à Prague en 1971), P. Lambert du Bureau politique de l'OCI. Pierre Broue marxiste, historien, Elsa Poretski (femme d'I. REISS), des délégations étrangères (allemandes, portugaises hongroises...) M. Sérac, Président de l'UNEF.

Des messages de R. Pontillon, maire de Suresnes, secrétaire du parti socialiste, Bergeron, secrétaire de la CGT-FO, Closet, P. Daix, des Lettres françaises, A. Détraiz de la CFDT. Rassemblement chaleureux, dont l'un des moments émuants fut l'intervention d'Elsa Poretski, mais rassemblement où chacun était conscient de l'enjeu de la bataille.

Maître Yves Dechezelles devrait l'exprimer en disant : « Certains nous disent que nous combattons contre les Soviétiques. Mais où sont les Soviétiques ? Il s'agit ici en savaant lakir, Mueller, Tésar et tant d'autres de la reconquête à l'Est des libertés démocratiques, de la reconquête des Soviétiques par la classe ouvrière. Nous devons donner à la lutte de Tésar et Mueller le maximum de retentissement ».

Après Pierre Broue, qui reprit le dur combat de lakir et ses camarades, refusant la domination des bureaucrates usurpateurs, tous les orateurs furent unanimes : les appareils sont fragiles, ils ont déjà reculé pour Pachman et Occhetto. Nous devons avancer avec la certitude de pouvoir vaincre.

Elsa Poretski, dans le message qu'elle lut à la tribune, devait faire revivre le courage du combat de son compagnon Ignace Reiss : « Ludwig disait en 1937 : C'est fini, il n'y a plus de Parti. Après le premier procès de Moscou, quand par ses fonctions mêmes il a appris que Staline se préparait à liquider toute la génération des vieux bolchéviques, à étrangler la révolution espagnole, à assassiner ses militants, Ludwig, le compagnon de ma vie a pris une décision, celle de prévenir Trotski et les militants menacés, de rompre avec le stalinisme, de tout recommencer en luttant pour reconstruire la IVe Internationale. Il me l'a dit et je l'ai approuvé ».

Jiry Pelikan puis Yan Sling devaient alors montrer comment la lutte était la même à Prague et à Paris. Comment le combat contre la bourgeoisie en Europe de l'Ouest était lié à celui contre la bureaucratie qui exerce sa répression à l'Est contre toute opposition socialiste.

La bureaucratie stalinienne tente de juguler cette force immense qui chaque jour s'affermi, s'amplifie. En vain. Lambert, au nom du BP de l'OCI reprit comment aujourd'hui les travailleurs hongrois, polonais, tchécoslovaques se dressaient pour reconquérir leurs droits. Comment, à la suite d'Ignace Reiss, rejoignant le combat pour la IVe Internationale, le fil n'était pas rompu. Il s'agissait d'assurer la continuité. Il fallait pour cela élargir le combat.

Sérac, président de l'UNEF l'exprimait : « A Varsovie, au congrès de l'UIE, malgré les manœuvres et les pressions, Nesterenko et Boksenbaum représentants de l'UNEF crièrent les noms de lakir et Griorenko à la face des bureaucrates. En dépit des tentatives d'intimidation, l'UNEF, à la majorité des voix ne fut pas exclue des organisations étudiantes internationales.

A Paris comme à Prague, c'est la même volonté de la jeunesse de construire ses organisations aux côtés du prolétariat et de les préserver. A Paris comme à Prague c'est le même combat contre l'impérialisme et ses valets, contre les bureaucrates usurpateurs, successeurs de Staline.

Boukowski l'a crié devant ses juges : « Jamais nous ne cesserons de lutter ».

L'avant-garde, en tenant ce rassemblement, continuait à l'autre bout de la chaîne. Comme lors de la manifestation pour le Vietnam, comme pour préserver la MNEF, comme pour défendre l'unité de l'UNEF. C'est un même combat pour la victoire du Socialisme !

Mais Berg devait le dire : « L'AJS a encore une action trop faible, trop limitée. Il s'agit maintenant de se saisir de la lettre à l'ambassadeur tchécoslovaque. D'en faire notre drapeau ». La jeunesse est la flamme de la révolution. Elle doit se porter aux avant-postes de ce combat. L'internationalisme prolétarien, c'est aujourd'hui sauver Mueller et Tésar. C'est combattre jusqu'à leur libération. La mobilisation de la jeunesse et de la classe a déjà permis de libérer Pachman. Le voile du mensonge s'est déchiré une fois. La bureaucratie a dû reculer. Nous devons poursuivre. Nous devons faire sortir de prison tous ceux qui ont crié la liberté, tous ceux qui aux côtés de lakir ont voulu rester fidèles au bolchevisme.

Le rassemblement fut unanime. Aujourd'hui, demain, dans les facultés, les lycées et les usines nous devons tous reprendre cette lettre. S'emparer de cette lettre c'est faire un premier pas pour agir. C'est poursuivre le combat engagé.

Tous les cercles de l'AJS vont y inscrire des centaines et des milliers de signatures.

Mais avant tout, le dernier comité national de l'AJS a décidé l'ouverture de la promotion « Ignace Reiss ». La dernière de ses lettres, lue à la tribune par Elsa Poretski, adressée à Staline, est pour nous tous plus qu'un exemple de courage. C'est l'affirmation de la filiation entre les combattants répondant à l'appel de Trotski et ceux qui se veulent ses héritiers.

Par milliers nous allons conquérir les jeunes au combat contre la bureaucratie stalinienne, contre l'impérialisme. Par milliers nous allons donner un sens au combat de ceux pour qui, comme I. Reiss, Boukowski disait : « Jamais nous ne cesserons de lutter ».

Martine G.

29 OCTOBRE A PARIS : RÉVOLUTION POLITIQUE !

● INTERVIEW DE VALERIO OCHETTO

JR - Les militants de l'AJS et les lecteurs de JR ont suivi et ont participé à la campagne qui a été menée dans le mouvement ouvrier pour obtenir la libération des gôdles de Husak. Cette mobilisation a été organisée partout et en particulier à l'Université avec le Meeting de l'UNEF du 10 février 72 à la Sorbonne.

L'AJS vient de recevoir du Bureau de documentation et de presse de l'Ambassade de Tchécoslovaquie à Paris un texte qui nous donne soi-disant les « aveux » de culpabilité - méthode qui est celle qui a présidé comme tu le sais au procès de Moscou, au procès de Slansky - pour tenter d'établir un lien avec Milan Huebl qui est actuellement menacé en Tchécoslovaquie. Peux-tu, dans cette situation où nous avons vu cet été toute une série de procès se préparer contre Sabata, Jan Tesar, Jiri Mueller, nous faire le point précis de la situation dans les pays de l'Est pour les lecteurs de JR ?

VO - Avant tout, à propos du document de l'Ambassade, je tiens à répliquer ce que j'ai dit aux Journées d'étude : je suis prêt, accompagné de militants, à rencontrer l'Ambassadeur pour ouvrir la discussion avec lui soit sur les faits qui sont cités, soit sur la question politique.

Passons à la situation politique : ceux qui ont été condamnés dans les procès de cet été l'ont été pour avoir diffusé ou imprimé des tracts d'information. Or, il est clair qu'il s'agit là d'un délit d'opinion. Mais, ce qui est important, au-delà du formalisme de la loi, c'est la question politique : cela n'a pas été abordé au procès. Ce qu'il fallait dire, c'était si les choses qu'ils ont dites ou écrites étaient fausses ou justes. Il n'y a eu aucune possibilité d'ouvrir un tel débat au procès, qui aurait débouché sur le type de socialisme qu'on veut faire ou ne pas faire en Tchécoslovaquie ; le débat s'est déroulé sur le plan strictement juridique ; et sur le plan juridique, on peut faire les lois que l'on veut, et sur la base de ces lois, condamner les gens, mais de cette façon on évite le problème qui reste entier, et je pense que le régime tchèque évitera les vrais problèmes ainsi et évitera d'évoquer la situation du pays.

JR - Face à cette répression qui se généralise un peu partout, il s'agit, comme le montrent les Journées d'études du 28 et 29, d'engager la riposte internationale, tout comme elle s'est engagée pour te libérer toi-même. Peux-tu dire brièvement comment tu penses qu'il faut aujourd'hui engager la riposte de l'ensemble des forces ouvrières pour obtenir la libération des emprisonnés politiques ?

VO - Il faut organiser des manifestations unitaires de la gauche les plus larges possibles sans discrimination et sans stérile polémique. Sur le plan concret, je trouve excellentes les propositions que vous avez lancées : que des personnes de la gauche connues pour leur engagement de militant de gauche, aussi sur le plan de leur spécificité professionnelle, aillent enquêter sur ces procès. Surtout, en ce qui me concerne, sur les procès qui ont eu lieu cet été en Tchécoslovaquie. Je pense que cela correspond aux meilleures traditions de la gauche - qui toujours a cherché à faire toute la lumière sur les choses qui se passent à huis clos ; ces procès ont eu lieu à huis clos. Je pense que c'est une très bonne initiative qu'il faut faire aboutir. Certains peuvent être déçus parce qu'il n'y a pas actuellement de résultat immédiat ; mais je pense que les résultats immédiats, ce sont déjà ma libération, celle de Pacham, même la sortie de Jan Sling de Tchécoslovaquie et je pense que ce combat peut être d'une grande aide psychologique et morale aux personnes qui sont emprisonnées et les aider à continuer elles-mêmes en Tchécoslovaquie la lutte pour leur libération, pour la libération de tous les emprisonnés politiques.

JR - Ton témoignage servira justement à la jeunesse, aux lecteurs de JR, pour engager la bataille pour la libération des emprisonnés politiques, pour la commission ouvrière internationale d'enquête. Pour conclure cette brève interview peux-tu nous expliquer ce que tu penses, après avoir participé à la première des Journées d'études consacrées au combat pour la libération des emprisonnés dans les pays de l'Est - ce que tu penses de ce rassemblement ?

VO - Je le trouve très positif ; ce que j'y ai surtout apprécié, c'est l'esprit militant qui l'anime. L'esprit militant qui vous anime pour la défense des libertés, l'ai lu vos journaux et j'ai vu que vous combattez aussi pour la défense des libertés dans le monde capitaliste partout où il y a une oppression contre des hommes ou des collectivités humaines.

le combat
pour le socialisme
est indivisible

SAUVONS MUELLER
ET TESAR

Emprisonnés
à Prague



ORGANISONS - NOUS

28-29 Octobre - MUTUALITE



● ARAGON ET GALANSKOV :

“Il y a diverses façons de se taire”

« Il y a diverses façons de se taire », écrivait Louis Aragon dans le dernier numéro des Lettres Françaises, supprimé par la bureaucratie du Kremlin et son relais français. Ils jugeaient gênant cet hebdomadaire qui refusait le silence sur la Tchécoslovaquie et qui osait même parler de l'arrestation de Iakir sur qui pèse, pourtant, le complot du silence.

Il y a diverses façons de se taire. Il est vrai. Et dans ce dernier numéro Louis Aragon se taisait en un long gémissement :

« Ma vie, cette vie dont je sais si bien le goût amer qu'elle m'a laissé, cette vie à la fin des fins qu'on ne m'en casse pas les oreilles, qu'on ne me raconte plus combien elle a été magnifique, qu'on ne me bassine plus de ma légende. Cette vie comme un jeu terrible où j'ai perdu. Que j'ai gâchée de fond en comble (...). Je ne sais pas le personnage que vous prétendez m'imposer d'être ou d'avoir été. J'ai gâché ma vie et c'est tout. »

Mais Aragon a gardé en lui-même assez de « matérialisme » sans doute pour savoir qu'une vie n'est pas une réalité purement individuelle, que toute existence est liée au destin de l'humanité. Jusqu'à son dernier souffle chaque homme est comptable de ce qu'il choisit et décide de faire dans la lutte des classes qui régit l'humanité. Ignace Reiss le savait bien, lui qui rompa avec la Guépéou et Staline en juin 1936 et renvoyait ses décorations aux bourreaux du Kremlin, signant ainsi son arrêt de mort.

« Songez que ma faiblesse peut servir à dénoncer les apparences mensongères de la force » menace Aragon un peu plus loin...

Or Le Monde du 11 novembre publiait l'une au-dessus de l'autre les deux nouvelles suivantes :

UNION SOVIETIQUE

« L'écrivain Youri Galanskov est mort dans un camp de travail. »

et

A L'AMBASSADE SOVIETIQUE

« M. Louis Aragon a reçu les insignes de l'ordre de la Révolution d'Octobre. » Youri Galanskov est mort à trente-trois ans dans un camp de concentration, lui qui déclarait lors de son procès en janvier 1968 : « En m'arrêtant vous avez gagné une bataille mais vous avez perdu la guerre pour la démocratie en Russie. » (1). Youri Galanskov est mort à trente-trois ans, ce social pacifiste qui chantait dans un poème plein d'optimisme intitulé PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS :

Regardez, l'aube se lève,

Regardez, l'aurore apparaît

Et m'attend, moi le Rebelle (...)

Je transformerai les bombes

En ananas juteux...

J'arracherai au loin les barreaux des prisons... (2)

Et Aragon vient de recevoir des mains d'Abrassimov les décorations du Kremlin. Aragon a gâché sa vie. Jusqu'à ce jour il ne l'a gâchée que dans les cocktails, les réceptions officielles et les ambassades. Galanskov est mort dans un camp. Grigorenko, à 73 ans, est enfermé dans un hôpital psychiatrique spécial avec un assassin reconnu irresponsable. Arrêté depuis quatre mois et demi, Pierre Iakir, déjà déporté dix-sept ans, est maintenu au secret.

Le jour où la nouvelle de l'assassinat de Galanskov parvenait à Paris, ses meurtriers accrochaient leurs insignes au torse de Louis Aragon.

Il y a diverses façons de se taire. Cela est vrai. Iakir et Grigorenko se taisent parce qu'on les y contraint. Rien, sauf les douceurs de l'existence, de l'opinion publique et des galas ne contraint Aragon au silence. Mais il a encore toute liberté de choisir sa façon : il peut mériter ses décorations en ne disant mot sur le meurtre de Grigorenko et de Iakir préparé par les dirigeants du Kremlin au nom du socialisme. Pour la Révolution d'Octobre au nom de laquelle on vient de le décorer il ferait mieux d'achever de gâcher sa vie du côté des victimes que du côté des bourreaux. Acte de courage payant pour l'avenir d'ailleurs. Car les victimes ne sont pas destinées à l'être bien longtemps. C'est justement parce qu'ils le savent que ni Grigorenko ni Iakir n'ont le sentiment d'avoir gâché leur vie, eux. Ce n'est pas une raison pour laisser Brejnev les faire croupir eux et leurs camarades dans les camps, les prisons et les hôpitaux psychiatriques spéciaux.

Jean-Jacques MARIE

(1) L'Affaire Guinzbourg-Galanskov, Le Seuil, p. 61.

(2) Somzilai I, La Vierge, p. 314.

CHILI

LE GÉNÉRAL PRATS PRÉSIDENT PAR INTÉRIM DANS LE GOUVERNEMENT ALLENDE!

DEMAIN EN FRANCE: UN GÉNÉRAL DANS LE GOUVERNEMENT D'UNITÉ POPULAIRE?



UPI

Un coup terrible a été porté au prolétariat et à la jeunesse au Chili.

Depuis la mobilisation populaire de l'été 1970, les travailleurs et les paysans, considérant le gouvernement d'Allende comme leur gouvernement, font à chaque fois l'expérience de la trahison de leurs directions politiques.

Lorsque les mineurs réclament 506 % d'augmentation, les représentants de « l'Union Populaire » leur répondent : « produire d'abord, revendique ensuite ». Cela n'est pas convaincant, surtout quand on peut calculer que l'argent remis aux trusts dont les entreprises sont nationalisées, mais avec indemnisation, est cet argent même qui pourrait donner satisfaction aux travailleurs des mines du cuivre.

Et le « marxiste naturel » Castro, vient aider le président « marxiste » Allende dans la sale besogne qui revient naturellement aux bureaucrates : casser la mobilisation révolutionnaire du prolétariat. Quand les petits paysans pauvres veulent récupérer les terres qu'ils cultivent au profit des gros propriétaires ils rencontrent la mitraille de cette armée qui prépare déjà sa place dans l'Union Populaire.

Mais que signifie l'indemnisation des nationalisations effectuées sur le dos des travailleurs ? Qu'est-ce que cette mitraille sans doute décidée pour ne pas « effrayer les couches moyennes » ?

Un coup terrible a été porté au prolétariat chilien et à sa jeunesse : personne n'en a prononcé le nom. Toute la presse s'est entendue pour considérer la chose comme normale, « institutionnelle ». Le 3 novembre, l'entrée du Général Prats dans le gouvernement d'Unité Populaire a permis à la bourgeoisie chilienne, dans les meilleures conditions pour le maintien de son pouvoir de reprendre « légalement » l'initiative politique contre les masses ouvrières et paysannes contre la jeunesse chilienne.

Foutrait rien n'est joué aujourd'hui. Les coups les plus terribles sont portés par la bourgeoisie et les appareils qui les soutiennent au prolétariat chilien, mais ce dernier n'a pas plié les genoux. Le Général Prats ? Un général qui rejoint le combat du prolétariat révolutionnaire ?

Non : un général qui prend sa place dans l'Union Populaire parce qu'il est officier de l'armée qui « ne s'est pas départie de son rôle de gardienne de la constitution », qui « a fait respecter et fait observer scrupuleusement les prescriptions officielles » selon les termes de A. Acquaviva dans son article « Chili : l'épreuve de force, comment et pourquoi » HUMANITE 30-10-1972. C'est dans cet article que le journaliste stalinien, parlant de la grève politique des commerçants et des professions libérales dirigée par la droite, reprend sans commentaire la dépêche de l'AFP : « de l'aveu même de certains dirigeants communistes et socialistes la gauche ne s'attendait pas à un tel soutien populaire, notamment en raison de la détérioration du pouvoir d'achat des plus déshérités et de l'augmentation du coût de la vie » (ibid.) Pour conclure que les deux forces de soutien du gouvernement Allende sont « l'armée et l'épiscopat ». A cela, la « gauche » devait s'attendre. Ainsi, en RFA, le chef du gouvernement Brandt, ne s'attendait pas à la mobilisation du prolétariat allemand le défendant en tant que responsable du parti social-démocrate principal parti ouvrier, contre les manœuvres de l'opposition bourgeoise qui voulait le renverser.

Il ne s'agit pas de « dirigeants communistes et socialistes », mais des bureaucrates staliniens et sociaux-démocrates qui voient avec effroi la mobilisation des ouvriers et de la jeunesse. Ces derniers sont conscients que les responsables de la cherté de la vie se logent partout où Allende par peur des masses, a permis au capital de rester, partout où les nationalisations avec indemnisations « progressives », partielles ont laissé entre les mains de la classe des exploités les moyens de les attaquer.

Le PC Chilien qui a tant calomnié la politique du POR lors de l'Assemblée Populaire en Bolivie a joué le rôle que son homologue français avait réussi lorsqu'au nom d'un seul Etat, d'une seule police, il faisait rentrer les grévistes et permettait à De Gaulle, en 45, de remettre sur pied l'Etat bourgeois.

C'est lui aussi qui plaça sur le terrain du droit bourgeois international la réponse à l'offensive engagée par la Kennecott Company, obtenant un arrêt de saisie du tribunal de Paris sur les cargaisons de cuivre livrées par le Chili pour paiement insuffisant d'indemnisation après la nationalisation des mines. Le PCF se refusant de mobiliser les travailleurs et la jeunesse contre l'impérialisme français qui apportait son soutien à la Kennecott Company.

Ce sont eux qui, parlant « d'Union Populaire », préparaient une politique visant à river la classe ouvrière et les couches laborieuses à la défense de l'appareil d'Etat bourgeois. Et « Rouge » feint de l'ignorer pour parler de la « riche expérience ouvrière » qui se déroule aujourd'hui au Chili. Il paraît le 4 novembre et le Général Prats, la veille, avait réalisé son coup d'Etat.

Engels démontre dans un des ouvrages fondamentaux du marxisme « L'Origine de la Famille, de la Propriété Privée et de l'Etat » (Editions Sociales) comment l'armée prend sa place dans la constitution de l'appareil d'Etat, comme une nécessité pour la classe dominante à partir du moment où une majorité est dominée.

Lenine, à la suite de Marx et Engels, écrit dans « l'Etat et la Révolution » : « l'Etat se forme ; il se crée une force spéciale, des détachements spéciaux d'hommes armés, et chaque révolution, en détruisant l'appareil d'Etat, donne un exemple de lutte de classes à l'état pur, nous montre de la façon la plus évidente comment la classe dominante s'efforce de reconstituer les détachements spéciaux d'hommes armés qui la servaient, et comment la classe opprimée s'efforce de créer une nouvelle organisation de ce genre, capable de servir non les exploités, mais les exploités ». (P. 13 Editions du Progrès - Moscou).

Comment peut-on parler d'ouvrir la voie au socialisme en capitulant au nom des intérêts de la nation chilienne devant les forces les plus réactionnaires, et ainsi que le font l'Union Populaire, Allende et le PCC, renforcer l'Etat bourgeois avec les militaires, si ce n'est au compte d'intérêts et d'une politique dirigée contre les exploités ?

La rentrée au gouvernement Prats-Allende de responsables de la CUT, syndicat des travailleurs chiliens, l'un, Figueroa, membre du PC, au ministère du Travail, et l'autre, Calderon, membre du PS, au ministère de l'Agriculture, donne toute sa dimension à l'alliance contre-révolutionnaire forgée contre les travailleurs et le peuple chilien.

Aujourd'hui à Santiago, Allende avec Prats, et demain, à Paris ? Les promoteurs du Programme Commun d'Unité Populaire se sont-ils déjà fixé leur général ?



GAMMA



GAMMA



GAMMA



GAMMA

Contre le Capital et son gouvernement, comme au Chili, les travailleurs, les jeunes, dans notre pays, n'auront d'issue que dans la mobilisation qu'ils contrôleront eux-mêmes.

Comme aujourd'hui, au Chili, nos camarades trotskystes de l'Organisation Marxiste Révolutionnaire, à Paris, en France, nous nous fixons pour tâche la construction du Parti Mondial de la révolution, de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, en nous rassemblant dans les cercles de l'AJS.

Aucun jeune qui voit dans le socialisme la seule issue à la décomposition produite par le règne de l'impérialisme ne peut croire qu'un général au ministère de l'Intérieur, dans un régime bourgeois, est une « étape » vers l'émancipation des travailleurs est le nôtre.

L'expérience de 1936 en France, en Espagne, au Chili, précisément, montre qu'il n'y a pas d'issue pour les travailleurs et la jeunesse en dehors du combat pour leur indépendance de classe, en dehors du combat pour la dictature du prolétariat, et de sa transition, le gouvernement ouvrier et paysan. Ce qui se passe aujourd'hui au Chili est dirigé directement contre les masses. On ne peut ménager les intérêts des capitalistes américains et chiliens, on ne peut accepter dans un gouvernement qui se réclame des masses opprimées généraux et colonels et prétendre en même temps défendre les intérêts des travailleurs et paysans. Ce qui se prépare au Chili, c'est à terme, l'écrasement du prolétariat de ce pays. On ne peut « ménager la chèvre et le chou ».

Un coup terrible a été porté au prolétariat, aux couches laborieuses et à la jeunesse du Chili. Pourtant rien n'est joué encore. Les masses chiliennes, dans la profondeur de leur mouvement, ne peuvent que refuser ce qui leur est étranger.

Il revient à l'AJS, plus que jamais, de combattre pour démasquer la Sainte Alliance contre-révolutionnaire, d'organiser par milliers la jeunesse de ce pays afin de résoudre ce qui aujourd'hui bloque la mobilisation révolutionnaire des masses dont l'objectif est la destruction de l'Etat bourgeois, donc son « appareil spécial de répression », l'armée.

C'est sur la force du prolétariat international et de sa jeunesse, que l'AJS s'appuie dans son combat pour l'instauration d'un Etat ouvrier, pour les Etats Unis Socialistes d'Amérique Latine.

C'est la force du prolétariat mondial, qui permet aux masses chiliennes de résister aujourd'hui aux coups terribles qui lui sont portés.

Nous, AJS, nous entendons, sur le terrain de la jeunesse, rassembler et organiser la force qui est prête à combattre pour la construction de l'IRJ, pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier en France.

Qu'ils aient nom radicaux de gauche ou Général Prats, si le refrain change, la chanson ne change pas. C'est ce débat que l'AJS engage, c'est pour la révolution socialiste internationale que l'AJS combat, c'est pour l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse que l'AJS rassemble des milliers de jeunes le 10 décembre à la Mutualité.

UNITÉ CONTRE L'IMPÉRIALISME U.S.

A propos de la manifestation du 15 octobre



Gamma

Répondant à l'appel d'unité, adopté notamment par le mouvement de la Jeunesse communiste, la Jeunesse socialiste et le centre confédéral de la Jeunesse CGT, le Comité national de l'AJS avait décidé de mobiliser la jeunesse pour la manifestation de soutien aux combattants vietnamiens, le 15 octobre 1972 à Paris.

Appels, tracts, affiches furent édités, distribués, collés, prises de parole, réunions furent organisées afin de rassembler la jeunesse pour qu'elle exprime sa haine de l'impérialisme, son soutien aux travailleurs et paysans vietnamiens contre l'agression U.S.

Le matin du dimanche 15 octobre, les militants de l'AJS diffusaient sur les marchés parisiens « Jeunesse Révolutionnaire » et « Informations ouvrières ».

Partout, la discussion s'engage avec les militants, des JC, très nombreux ce matin-là, beaucoup venant de province étant intégré aux cercles de quartier pour « soutenir » la diffusion.

Il apparaît au cours de ces discussions, qu'il n'est pas question pour ces militants, d'interdire aux jeunes révolutionnaires de l'AJS de manifester ultérieurement avec eux.

Ils reprennent ainsi à leur compte l'appel national de l'AJS pour participer à la manifestation : « (...) l'AJS l'appelle à manifester le 15 octobre pour le Vietnam dans l'unité fraternelle avec toutes les organisations qui y appellent (...) ».

Ils répondent par la même aux tentatives d'isolement entamées la semaine précédente dans les colonnes de l'« Humanité » et par l'agression dont furent victimes, des membres de la MNEF, militants de l'AJS, perpétrée par une bande de nerfs armés que dirigeait directement P. Finel, nouveau venu dans le milieu étudiant caractérisé par une tendance prononcée pour la provocation et le coup de poing. (Voir page 11).

C'est dans ces conditions, que vers 14 h, les premiers manifestants arrivent place Stalingrad, lieu de rendez-vous de la manifestation. Le service d'ordre officiel est déjà en place composé de militants de la JC « encadrés » par des individus à l'aspect beaucoup moins jeune.

14 h 30 : 3 000 jeunes travailleurs, étudiants, sont regroupés sous la banderole de l'AJS : « Unité contre l'impérialisme U.S. ». Le service d'ordre de la JC « encadré » se place devant les premiers rangs du cortège AJS.

15 h : Alors que la tête de la manifestation s'ébranle, les permanents staliniens dirigeant le S.O. des JC décident : « Les trotskystes ne doivent pas entrer dans la manifestation ».

Le S.O. stalinien commence alors à reculer faisant pression de toute ses forces pour contraindre les militants AJS à se disperser. Mais avec calme et discipline, le cortège AJS ne recule pas, mieux, sous les cris de « En avant, en avant », il s'ébranle.

15 h 15 : Charles Berg prend la parole : « Pour l'unité, pour le Vietnam, contre l'impérialisme U.S., nous ne reculerons pas. Les ouvriers polonais à Gdansk n'ont pas reculé contre Gierk. Les ouvriers tchécoslovaques continuent le combat pour le socialisme contre Husak et la bureaucratie ».

15 h 30 : Nouvelle tentative de briser l'unité de la manifestation, cette fois beaucoup plus violente. Dix coups sont portés contre les premiers rangs des manifestants AJS, Charles Berg, est jeté à terre, Daniel Shapira responsable de l'AER est frappé à la face. Malgré ces coups, malgré ces agressions, le cortège AJS tient, les permanents staliniens sont obligés de rompre.

16 h : Une nouvelle poussée parallèle cette fois à la ligne de métro aérien, s'opère contre les jeunes travailleurs de l'AJS.

Les manifestants du FSI tentent de s'intercaler entre les JC et l'AJS, Weber membre du bureau politique de la Ligue communiste, perché sur des épaules hurle : « Enfonçons l'AJS ».

Ils n'enfonceront pas l'AJS. Le cortège des FSI est refoulé de l'autre côté du métro aérien. Ils défilent parallèlement au cortège.

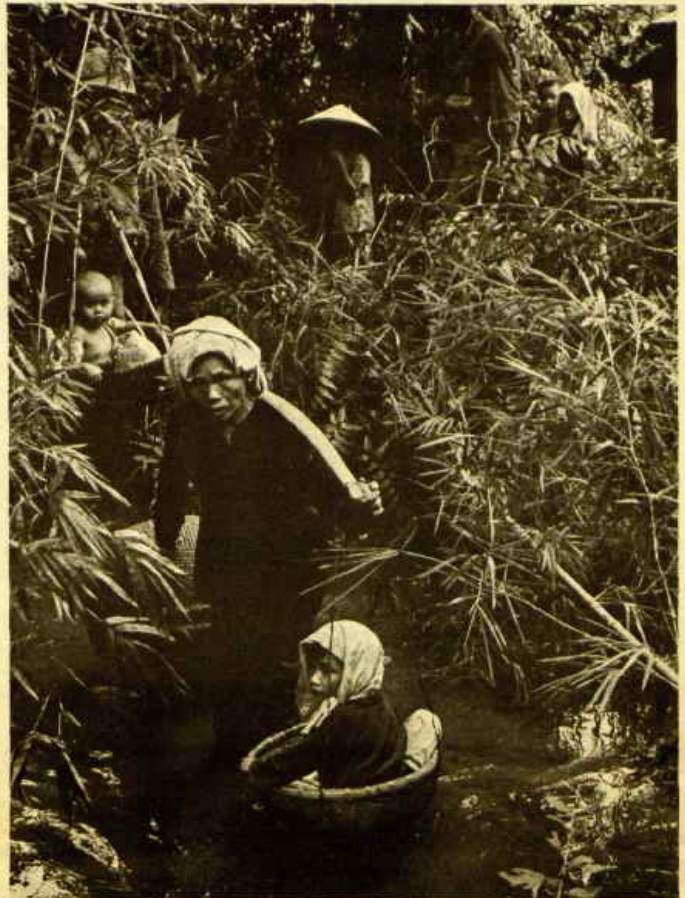
Mais ce n'est que partie remise pour ceux qui crient « vive Ho Chi Minh » contre les défenseurs du trotskysme, contre les héritiers de Lénine, trotsky et Tha Thu Thau, contre les défenseurs du programme de la IV^e internationale.

16 h 30 : Cette fois c'est avec la complicité étroite de l'appareil stalinien qu'ils tentent d'empêcher l'avant-garde de défilé. En effet, c'est par une brèche ouverte dans le service d'ordre des JC, que s'engouffre le groupe des manifestants du FSI, démontrant de la façon la plus claire le rôle de flanc-garde des staliniens joué par la Ligue paillote.

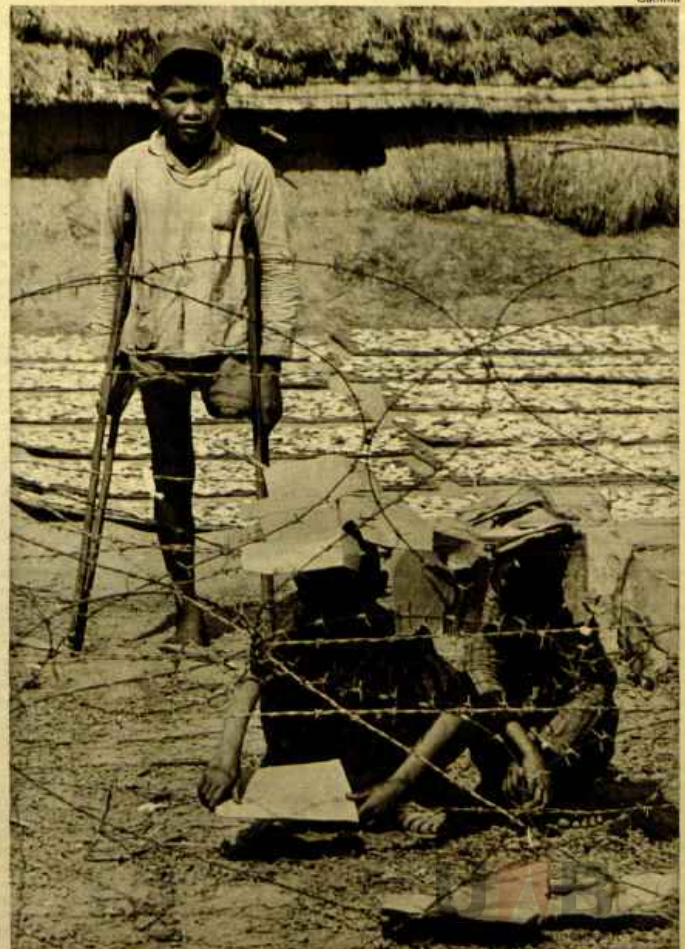
Mais cette situation ne durera pas. C'est aux cris de « vive Tha Thu Thau » et « paillotes : staliniens » que le cortège AJS repartira en avant.

Le service d'ordre de la Ligue digne relève du service d'ordre stalinien sera dispersé.

Ainsi la manifestation peut se dérouler sans incident jusqu'à son terme place de la Nation.



Gamma



Gamma

Le récent Collectif National de l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) a pris l'initiative d'organiser les 27 et 28 janvier 1973 une réunion internationale ouverte à toutes les unions étudiantes, aux organisations de jeunesse, aux étudiants et aux jeunes militants du monde.

Le Bureau National de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme a pris connaissance de cette initiative de l'UNEF qu'il considère pour sa part comme extrêmement importante. L'AJS répond positivement à l'appel de l'UNEF et entend participer pleinement et à la réunion internationale elle-même, et à sa préparation sur tous les terrains.

Dans son prochain numéro, JEUNE REVOLUTIONNAIRE consacrera une place importante à la préparation de cette réunion internationale qui peut être l'occasion d'amorcer, à l'échelle de tous les continents, une véritable discussion entre les organisations de jeunesse et des militants qui se réclament du socialisme.

Nous publions ci-dessous la réponse adressée à l'UNEF par le Bureau National de l'AJS.

Chers Camarades

Le bureau National de l'AJS approuve pleinement l'initiative que vous avez prise de convoquer à Paris les 27 et 28 janvier une réunion internationale ouverte aux Unions étudiantes, aux organisations de jeunesse, aux jeunes militants.

Nous voyons dans cette décision la mise en pratique des meilleures traditions de l'UNEF qui, comme organisation syndicale des étudiants, est liée par ses objectifs et par son histoire, au mouvement ouvrier, à toujours tenu à occuper une place de premier plan dans la lutte pour la défense des libertés et dans l'organisation de la solidarité de combat des jeunes du monde entier.

Le fait que ce soit l'UNEF, organisation syndicale étudiante visant à regrouper pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux la masse des étudiants, qui prenne cette initiative s'explique en effet, comme il est d'ailleurs expliqué dans votre lettre de convocation, par le fait que c'est un phénomène mondial que, partout dans le monde, les coups portés contre les libertés passent par une répression accrue à l'encontre des étudiants et des enseignants et que l'un des aspects généraux des plans de la bourgeoisie consiste en un démantèlement systématique de l'Université et des fondements de l'enseignement en général.

Nous tenons à dire ce que signifie pour nous notre participation à la réunion internationale dont vous prenez l'initiative.

L'AJS a toujours combattu dans la perspective d'une Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, regroupant les organisations de jeunesse combattant pour la révolution socialiste. C'est dans cette perspective que s'inscrit notre participation.

La lutte contre l'impérialisme, contre les guerres barbares qu'il déclenche pour préserver sa domination, a toujours constitué le terrain sur lequel l'unité internationale de la jeunesse qui refuse la barbarie impérialiste parce qu'elle veut vivre, tendait à se faire.

Quel jeune militant n'a pas ressenti, au moment où Nixon était accueilli à Moscou et où simultanément l'US Air Force décuplait ses raids de terreur tandis que les ports de Hanoi et de Haiphong étaient minés, la nécessité d'une centralisation internationale des luttes de la jeunesse organiquement liées à celles de la classe ouvrière, dans l'indépendance à l'égard des Etats, de la diplomatie secrète, au compte des seuls intérêts de la lutte de la classe ouvrière internationale, intérêts qui s'identifient avec ceux de la jeunesse.

Aujourd'hui, l'impérialisme qui a déchaîné contre un peuple isolé des moyens de terreur supérieurs à ceux qui ont été employés pendant toute la seconde guerre mondiale par l'ensemble des belligérants veut aboutir à sa « paix » qui n'est que la continuation de sa guerre.

Dans toute lutte, des reculs, des compromis sont parfois nécessaires. Mais il est du devoir de la jeunesse qui veut combattre aux avant-postes de la lutte pour la révolution socialiste, de ne pas accepter pour autant de couvrir les « dictats » de l'impérialisme et la politique de ceux qui les rendent possibles.

La lutte contre l'impérialisme exige qu'à l'échelle internationale les organisations de jeunesse, les organisations étudiantes, combattent pour le droit des peuples d'in-



dochine à disposer d'eux-mêmes, pour l'indépendance et l'unité nationale du Vietnam, pour le retrait inconditionnel de toutes les troupes impérialistes du Sud-Est asiatique.

Le combat contre l'impérialisme n'est pas pour l'AJS séparable de la lutte contre tous ceux qui pactisent avec lui ; ce n'est pas un hasard si c'est au moment où Nixon est qualifié comme « champion de la paix » par le brevet que lui ont décerné Brejnev comme « Mao-Tsé-Toung, que dans la Tchécoslovaquie « normalisée » la répression s'aggrave et que les Mueller, les Tésar, se comptent par dizaines.

Ce combat politique ne prend son sens que s'il trouve son expression dans notre propre pays, dans la lutte contre notre bourgeoisie. Et pour la mener, il est nécessaire d'avoir une vue claire de problèmes qui existent effectivement à l'échelle internationale, qui sont le lot commun de toutes les organisations de jeunesse combattant pour le socialisme.

Vous proposez deux thèmes à la réflexion et à la discussion des participants à la réunion internationale de janvier 1973.

D'une part, la politique des gouvernements à l'égard de l'enseignement et de l'Université. Nous voulons simplement dire à ce sujet qu'il ne s'agit pas seulement d'une offensive conjoncturelle, mais que nous considérons la volonté délibérée, manifeste dans tous les Etats bourgeois, de saccager les bases de l'enseignement, de faire de l'Université une machine à éliminer les étudiants et à fabriquer les chômeurs, l'expression de la crise irrévocable de l'impérialisme. C'est un signe de son caractère totalement réactionnaire que le fait qu'il soit obligé de s'attaquer de front à la culture et à la civilisation et de faire justifier son œuvre barbare par des idéologues sans honneur.

La lutte pour la défense de l'Université et de l'enseignement, les acquis de la culture, comme la lutte pour la défense des libertés, nous la considérons comme inséparable du combat pour en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production.

D'autre part, vous proposez qu'il soit discuté de la portée et des leçons des luttes et des mouvements étudiants depuis 1968.

C'est en effet une question capitale. On

L'AJS : POUR L'INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE.

ne peut lutter sans savoir comment on lutte. L'immense portée de la mobilisation en masse de la jeunesse et des Universités contre l'ordre bourgeois d'abord a été qu'elle annonçait la mobilisation en masse de la classe ouvrière et de toute la jeunesse.

En avril 1968, en Allemagne, c'est par milliers et par milliers que les étudiants descendent dans la rue à la suite de l'attentat criminel contre Rudi Duschke. Leur protestation amorçait la montée politique qui allait culminer dans la grève générale de mai-juin 1968 et dans le mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse en Tchécoslovaquie.

1968 a inauguré une nouvelle période dans la lutte des classes, mais qu'est devenu le SDS allemand qui était en avril 1968 l'organisation qui exprimait la colère et la volonté de la jeunesse ? Elle s'est disloquée, dispersée, ne laissant que des obstacles à l'organisation de la jeunesse.

Il faut en effet tirer toutes les leçons. La politique qui consistait à ériger les étudiants en une couche indépendante, en une nouvelle « avant-garde » détachée et substituée à l'avant-garde se sélectionnant dans les luttes d'ensemble de la classe ouvrière, a irrémédiablement fait faillite. Mais il ne faut pas que des illusions ne demeurent que des mauvais souvenirs : il faut comprendre, déterminer une politique.

Pour l'AJS, à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale, l'organisation indépendante de la jeunesse, sur son propre terrain, n'a de sens que comme composante du combat mondial de la classe ouvrière pour le socialisme qui est le facteur déterminant de toute notre époque.

C'est dans ce cadre, par rapport à ces préoccupations, que nous jugeons nécessaire de préciser d'emblée que l'AJS prête comme toujours à la discussion, sans sectarisme ni exclusive, participera pleinement à la réunion internationale les 27 et 28 janvier, et à sa préparation.

C'est dire qu'elle s'engage à combattre de toutes ses forces pour que cette réunion soit, comme il est nécessaire, un succès.

Recevez, chers camarades, nos salutations révolutionnaires.

Le Bureau National de l'AJS

PAR ELIZABETH SAMEO



LE PARRAIN

Le Bronx n'est pas simplement un quartier de New York : c'est le territoire de Barsini, sur lequel il est en mesure d'assurer votre « sécurité personnelle ». La police serait plutôt le domaine réservé de Tatalia - mais Corleone a mieux : la presse et les hommes politiques.

« Tu me proposes de l'argent pour venger ta fille, mais m'as-tu jamais manifesté un peu de respect ? » - « Corleone l'a rendu autrefois un service, il pense que tu ne refuseras pas de lui en rendre un. » - « Nous allons lui faire une offre qu'il ne pourra pas refuser. » Les tueurs fidèles au grand cœur, les liens du sang, de la religion, les jeux, les bordels, les racketts variés, la police, la presse, le Sénat : les mœurs féodales d'une petite île arriérée, la Sicile, fondent la puissance sans limite de cinq familles qui se partagent un riche empire : les États-Unis d'Amérique.

Cette grande tribu familiale des Corleone ne se distingue d'une famille de riches bourgeois que par les tueurs qui mangent des spaghettis dans la cuisine, que par les gardes du corps qui stationnent devant la grille du parc. Sinon, ce sont des mœurs patriarcales et paisibles, sous l'autorité d'un pater familias sentimental et ineffensif qui ne parle jamais du « business » devant les femmes et les enfants. C'est par religion que Corleone accepte d'être le « Parrain » de nombreux individus qu'il protégera dès lors de toute sa puissance, mais qui en retour ne sauraient refuser de lui rendre des services : des services qui fondent l'influence et la richesse de la famille Corleone. C'est pendant le baptême de son premier « fils » que Corleone junior fait abattre tous ses rivaux afin de monter un nouveau racket à Las Vegas. Le business limite également les liens du sang : « Tu crois que je veux que ma sœur soit veuve ? » demande-t-il avant de faire étrangler son beau-frère, qui a trahi le clan et représente d'autres intérêts.

Comment les « mafiosi » réagissent devant l'introduction d'un nouveau racket : la drogue - comment Corleone Junior, héros de la guerre, « américanisé » et anti-maffia, sera amené à devenir le « Parrain » à la suite de son père. Le sujet du « PARRAIN » ne manque pas de ressources.

Mais justement à cause de la richesse du sujet, de son intérêt, on reste sur sa faim devant ce film qui dure deux heures et demie et où aucun moyen n'a été épargné. Un très bon sujet ne suffit pas à faire un très bon film, et on peut reprocher au « PARRAIN » des lourdeurs, les longueurs, des maladresses, qui empêchent justement le film d'exprimer tout ce qu'on pouvait en attendre. Il ne suffit pas de mettre beaucoup de coton dans la bouche de Marlon Brando - qui par ailleurs interprète remarquablement un vieillard à petite voix, chef de la plus puissante famille -, il ne suffit pas des chapeaux mous et des mitraillettes de l'époque (1946) : le film aurait gagné à plus de rigueur, plus de retenue. Même si les bases religieuses de la mafia sont très importantes, deux mariages, un enterrement et un baptême - c'est beaucoup. Une des meilleures scènes - où Corleone Junior tue seul dans un restaurant deux adversaires avec lesquels il est venu parlementer est remarquable par sa concision, sa précision. Au contraire, par exemple, lorsque seul dans un hôpital il défend son père, ce qui se veut un des sommets du film traîne en longueur, en complaisances, pas qui résonnent indéfiniment dans les couloirs déserts, etc.

Mais il reste ce film monumental qui donne une autre image de l'Amérique - qui à l'époque « délivrait l'Europe de la barbarie ». Un film très intéressant, qui, à défaut de faire date dans l'histoire du cinéma, passionnera à juste titre des milliers de spectateurs.



L'ATTENTAT OU COMMENT METTRE EN CAUSE LA CIA... EN OUBLIANT LA DST !

L'affaire Ben Barka : la corruption du régime, les liens entre les services secrets, leurs pratiques, les polices parallèles, comment les policiers utilisent les truands, comment les truands utilisent les policiers, comment les truands servent le pouvoir, ce que recouvre la « démocratie bourgeoise ».

Un film sur l'affaire Ben Barka : tout le monde l'attendait, les militants de la Ligue y faisaient de la figuration, ce serait l'événement cinématographique de la rentrée.

Hélas ! Nous ne sommes pas de ceux qui reprochent à « L'Attentat » de ne pas avoir été censuré : « Z » et « L'Aveu » non plus ne l'ont pas été.

Nous ne sommes pas de ceux qui lui reprochent de ne pas être exactement fidèle à « L'affaire » elle-même : ce pouvait être un bon film sans pour autant être une simple relation.

Non, « L'Attentat » est simplement un pétard mouillé.

C'est peut-être par souci pédagogique que Boisset a simplifié les choses à l'extrême, dans un schéma d'une rigueur exemplaire qui va de la CIA aux indicateurs et truands français en passant par les pontes de l'Elysée et de l'ORTF. Mais la démonstration en perd son efficacité. Ce qui aurait pu être, comme par exemple « Z » - ou comme « Un Condamné du même Boisset - un film en forme de réquisitoire, ne devient qu'une sorte de clin d'œil aux initiés, une pochade qui répète des choses qui se disent dans les salons de gôche, et qui ne présente guère de conséquence... « Z » soulève l'enthousiasme et la colère, « L'Attentat » n'apparaît que comme une sorte de démonstration mathématique certes juste, mais ne nous concernant pas directement.

Boisset tenait à introduire l'intérêt dramatique en centrant sur le personnage de Figon-Trintignant. C'est une composition intéressante, et il existe sûrement en France des milliers de personnages de ce type. Mais c'est un peu court pour tout un film - car le centre de « L'Attentat », ce n'est pas tant « le malheureux indigène-malgré-lui-et-son-grand-cœur-pris-dans-l'engrenage » que l'attentat lui-même, que la machine de répression et d'espionnage mise en route, autrement complexe et fondée sur d'autres corruptions que des déjeuners entre hommes d'affaires dans des restaurants chics.

Non. Des somptueux intérieurs bourgeois aux bidonvilles où Figon-Trintignant court indéfiniment, Boisset nous promène autour du film qu'il aurait pu faire - qui suscite et suscitera beaucoup d'intérêt - car l'affaire Ben Barka est présente dans la mémoire des Français.



LE CHARME DISCRET DE LA BOURGEOISIE

« Il n'y a plus de thé... ». Cette révélation parfaitement scandaleuse explose comme une bombe dans un salon de thé à musique de chambre et dames distinguées - qui en seront réduites à boire de l'eau en écoutant un jeune lieutenant triste et bien élevé leur raconter comment, à 11 ans, il a assassiné son père.

Il n'y a plus de thé, plus de café, plus de lait. Le champagne du colonel est frelaté, le loie gras coûte de plus en plus cher - on ne peut en servir que de toutes petites parts. Heureusement, la bourgeoisie conserve tout son charme, qui consiste à savoir découper le gigot, confectionner et boire des dry-Martini - chose dont est tout à fait incapable, le chauffeur de l'ambassadeur (mais ce n'est pas de sa faute : « il est du peuple »). Heureusement, il y a encore les domestiques stylés, les bijoux de famille, les grandes maisons, les jardins luxuriants : haïeusement, on peut encore recevoir...

Tout au long du film, les bourgeois de Bunuel vont s'inviter à dîner, car il n'y a rien d'autre à faire que manger et boire selon les bonnes manières, un échangeant des propos totalement vides. Tout au long du film, au rythme du glas, des pelotées de terre qui tombent sur les cercueils, ils vont tenter de mener à son terme le cérémonial compliqué d'un repas. Ils n'y arriveront jamais. Chaque fois, ils seront interrompus par l'irruption brutale du bruit, de la peur, de la mauvaise éducation, du mauvais goût.

Ils vont tenter de perpétuer les bonnes manières, l'ambiance feutrée, les bons principes, l'adultère mondain, les services de verrerie : la vie, quoi. Mais ça n'est plus la vie. Ils sont le rêve les uns des autres. L'évêque a beau cultiver les plates-bandes de bégonias, les hommes vendent de la cocaïne (un trafic très discret, qui ne salit pas les mains et laisse les bagues propres), les femmes confectionnent des potages aux fines herbes : peine perdue. Tout s'en va. Les officiers supérieurs fument la marijuana, le peuple ne croit plus en Dieu. Les subalternes chargés d'assurer dans le silence la bonne marche des rouages ne se tiennent plus à leur place : le commissaire vient les arrêter à table, ils devront aller en prison. Même l'ambassadeur du pays d'Amérique Latine est déplacé : il touche de trop près à la misère et à la violence - il est de trop dans la réception du colonel.

Il leur faut essayer malgré tout de finir leur repas, de profiter du frigidaire plein. Mais c'est trop tard : ils ne savent plus le texte de la prière, ils doivent quitter la scène sous les huées des spectateurs. Il ne leur reste plus qu'à marcher indéfiniment sur une route vide qui ne mène nulle part.

« Le Charme discret de la bourgeoisie » : un film en forme de constat. Une classe destinée à quitter la scène de l'histoire se regarde mourir. La caméra de Bunuel, froide et ironique, les dissèque sans pitié. Comme Balzac, disséquant sans pitié ses ancêtres, lorsqu'il y a cent cinquante ans, gros et forts, ils montaient sur la scène.

Au regard des autres Bunuel, certains trouveront peut-être « Le Charme discret » facile ou facile. Pour notre part nous y voyons un excellent film. meroteca General CEDOC

Alliance des Jeunes pour le Socialisme



JEUNES, TRAVAILLEURS

le 26 avril 1969, un commando UDR agresseait trois ouvriers de l'entreprise Moriamé l'un d'entre eux, J-P Speller, ouvrier typographe devait perdre l'usage de son oeil gauche

Les agresseurs armés de matraques télescopiques accompagnés d'un chien policier ont été reconnus : Claude et Alain KASPEREIT, fils du député UDR Kaspereit (9^e arrt), ancien ministre de Chaban-Delmas

Malgré preuves et témoins :

**Gabriel KASPEREIT - Alain KASPEREIT - Claude KASPEREIT -
SONT LIBRES, IMPUNIS!**

Jeunes travailleurs

ASSEZ !

Les bandes armées ont assassiné
Marc Lanvin, Pierre Overney



JEAN-PIERRE SPELLER ouvrier typographe, militant de l'OCI
membre du comité national de l'AJS

**sera candidat dans le 9^e arrondissement
contre le chef de gang UDR G. Kaspereit**

**AVEC L'AJS
SOUTENEZ SPELLER**